

# EDITO

N° 02 | 2013 | Fr. 12.-

# + KLARTEXT

LE MAGAZINE DES MÉDIAS



## Les Panzers de l'offensive finale

Comment Tamedia utilise ses rotatives  
pour manger la presse romande

Mali, la grogne  
des reporters

L'armée française  
verrouille les infos

Lettre ouverte à  
Raymond Loretan

Conflit d'intérêts pour le président  
de la SSR?

# Abonnez-vous à EDITO +KLARTEXT!



Réservez dès maintenant  
le prochain **EDITO +KLARTEXT**  
grâce à un abonnement annuel  
de 65 francs.

[www.edito-online.ch/abonnements](http://www.edito-online.ch/abonnements)

[abo@edito-online.ch](mailto:abo@edito-online.ch)

« Suppression de postes de travail »,  
« Dénonciation de la CCT Presse Suisse romande »,  
« Programmes d'économie chez Tamedia »,

ça suffit!

Les journalistes et le personnel des rédactions ne se laisseront plus faire !

Ensemble, ils réagissent aux attaques répétées contre leurs conditions de travail et contre la qualité de leurs journaux et médias.

Le syndicat syndicom salue la décision des délégué·e·s d'impressum qui ont accepté à l'unanimité que le syndicat syndicom accède aux négociations sur la CCT. Il est grand temps de mettre toutes nos forces en commun.

Tous ensemble – syndicom, impressum, les rédactions des différents titres paraissant dans les différentes régions linguistiques –, nous défendons la qualité des médias et des conditions de travail.



# syndicom



**Christian Campiche,**  
Rédacteur en chef

## Tamedia, le masque tombe

**E**xtraordinaire, la propension qu'ont certaines personnes à se renier. Ce trait de caractère trouve un environnement hospitalier dans le champ de ruines qui se profile après le tremblement de terre provoqué par Tamedia.

À l'annonce des 18 millions que le groupe zurichois entend économiser en Suisse romande, des observateurs n'ont pas manqué, avec à-propos, de revenir sur des déclarations formulées il y a quelques années, juste après le rachat d'Edipresse par Tamedia.

Ainsi en 2009, tel gourou de la presse romande s'ébaubissait devant la „grande expérience” de Tamedia en matière d'information régionale. Le même mentor ne tient plus le même discours. Il pousse des cris d'orfraie et s'étonne des mesures „irresponsables” qui „présentent le citron au risque de mettre en péril le métier”.

**Promesses.** Parallèlement sur Facebook tournent en boucle les propos du président du conseil d'administration de Tamedia, tenus en avril 2011 dans les colonnes de deux quotidiens lémaniques contrôlés par ce groupe. Dans cette interview, Pietro Supino dit toute la vénération que lui inspire le patrimoine médiatique romand. Le rachat d'Edipresse, assure ce visionnaire, aura un impact „plutôt positif” pour l'emploi car il implique des projets de développement en Suisse romande.

Comment croire, dès lors, les responsables zurichois et leurs séides lausannois quand ils affirment la bouche en cœur que la survie de tel ou tel journal n'est pas menacée. En réalité, la politique de Tamedia a toujours été celle du Panzer. L'éditeur alémanique l'a prouvé notamment en 2005 lors du rachat de la „Thurgauer Zeitung”, puis en 2007 lors de la reprise du groupe bernois Espace Media, regroupant le „Bund” et la „Berner Zeitung”. Grandiose, Tamedia promettait son amitié et la diversité médiatique. Mais à chaque fois, le résultat a déçu: démembrement, revente, voire la mort subite ont été le lot des crédules victimes.

**Gesticulations.** Le masque tombe aussi sur les bords du Léman où l'on se demande ce que les politiciens vont pouvoir inventer pour empêcher Tamedia de réaliser ses sombres desseins. Qu'ont-ils fait pour anticiper le cours des événements, malgré les mouvements d'alerte, livres et autres publications sur l'info en danger? Il est bien tard aujourd'hui.

Le 27 mars dernier, le Conseil fédéral désignait les treize membres qui formeront la Commission fédérale des médias, appelée à se pencher sur les problèmes de la branche. Cette structure ambitieuse tombe à pic mais elle devra agir très vite et d'abord prouver qu'elle est crédible. Un petit souci est de mise quand on jette un coup d'œil sur sa composition: elle ne compte pratiquement aucun journaliste.

„Qui a su  
anticiper le  
drame?”

## E IMPRESSUM

N° 02, avril 2013

### Editeurs:

Verein EDITO+KLARTEXT, Bâle  
Magazine bimestriel  
Tirage: 11 044 Expl. d+f; ISSN 1663-4802

### Adresse de la rédaction:

EDITO f, rue du Petit-Chêne 25,  
1003 Lausanne,  
tél. 079 670 62 64,  
[redaction@edito-online.ch](mailto:redaction@edito-online.ch)

### Rédaction:

Christian Campiche, rédacteur en chef  
de l'édition en français,  
[christian.campiche@edito-online.ch](mailto:christian.campiche@edito-online.ch)

Philipp Cueni, rédacteur en chef  
de l'édition en allemand,  
[philipp.cueni@edito-online.ch](mailto:philipp.cueni@edito-online.ch)  
Helen Brügger, rédactrice  
[helen.bruegger@edito-online.ch](mailto:helen.bruegger@edito-online.ch)  
Bettina Büsser, rédactrice  
[bettina.buesser@edito-online.ch](mailto:bettina.buesser@edito-online.ch)

### Production:

bachmann medien ag,  
Thiersteinerallee 17  
4053 Bâle,  
tél. 061 534 10 84  
[verlag@edito-online.ch](http://verlag@edito-online.ch)  
[www.bachmannmedien.ch](http://www.bachmannmedien.ch)  
Layout: Petra Geissmann

### Publicité:

ZBINDENMEDIEN  
Paradiesstrasse 2, 8802 Kilchberg  
tél. 044 533 03 35  
fax 044 533 03 39  
[www.zbindenmedien.ch](http://www.zbindenmedien.ch)  
[info@zbindenmedien.ch](mailto:info@zbindenmedien.ch)  
Stefan Hostettler, tél. 043 321 28 78  
[stefan.hostettler@zbindenmedien.ch](mailto:stefan.hostettler@zbindenmedien.ch)

### Abonnements:

[abo@edito-online.ch](mailto:abo@edito-online.ch)  
Abonnement annuel: Fr. 65.-  
Abonnement à l'étranger: Fr. 85.-  
**Impression:**  
Unionsdruckerei Schaffhausen

[www.edito.ch](http://www.edito.ch)

Édité par les associations professionnelles:

**impressum**

impressum - Les journalistes suisses



Syndicat suisse des mass media



Syndicat des médias et de la communication



6> Les rédactions lémaniques sont sous le coup après le diktat de Tamedia. La rotative des quotidiens fribourgeois viendra-t-elle à la rescousse?  
12> Deux journalistes de Radio Fribourg ont été licenciés pour avoir défendu leurs collègues et la qualité des émissions. „EDITO+KLARTEXT“ rend hommage à leur courage.

**ACTUALITÉ**

- 6 Tamedia à Fribourg, pour une poignée de dollars**  
L'arrêt de la rotative fragilise l'ouverture du capital de Saint-Paul.
- 10 Hersant joue les prolongations à Neuchâtel**  
Un investissement récent octroie un peu de répit à la rotative.
- 12 Jean Godel et André Hügli, honneur aux braves**  
Ils ont payé cher leur engagement aux côtés de leurs collègues.

**L'AIR DU LARGE**

- 16 Guerre au Mali, la grogne des reporters**  
L'armée française verrouille les informations sur le terrain.
- 17 Les médias chinois à la conquête de l'Afrique**  
Pékin dépense sans compter pour assurer sa présence.
- 18 Au Togo, le droit d'informer n'est pas une sinécure**  
SOS Journaliste en danger cherche des relais en Suisse.
- 20 Russie, le coût de la résistance**  
Entretien avec la journaliste Elena Milashina.
- 22 „Nous ne devons rien à personne“**  
En Uruguay, l'hebdomadaire „Brecha“ lutte pour sa survie.

**SERVICES**

- 23 „J'ai pu vivre des revenus du photo-journalisme“**  
Portrait du reporter-photographe Erling Mandelmann.
- 24 Pourquoi „Global“ tient le coup**  
Zoom sur le modèle économique d'un magazine anglophone genevois.
- 26 Alain Fabarez, franc-tireur de l'édition romande**  
L'ancien patron de „L'Agefi“ déranga beaucoup de monde.

**Cher Monsieur Loretan**

Nous le savons, vous êtes un homme occupé. Vous portez, en tant que président de la SSR, entité publique au service de l'audiovisuel, une lourde responsabilité. Votre tâche ne s'arrête pas là. Ex-président et actuel vice-président du conseil d'administration du groupe Genolier, vous faites aussi partie du petit groupe stratégique qui dirige cette entreprise de santé cotée en bourse.

C'est sans doute à cause de la surcharge de travail que vous donnez parfois l'impression de ne plus vraiment distinguer vos rôles. Comme par exemple, lorsque vous expliquiez, le 17 janvier dernier à la Radio Suisse Romande, les intérêts stratégiques de „votre groupe“, en parlant bien sûr de Genolier et de sa mission de privatiser le système hospitalier en Suisse. Ou lorsque vous participiez à une conférence de presse de Genolier pour annoncer la reprise de l'hôpital La Providence, le 18 février, en pleine grève des employés de La Providence.

A chaque fois, vous avez eu affaire à des journalistes de votre groupe SSR, à qui vous expliquiez les intérêts de Genolier. Alors qu'à nous journalistes, on rappelle à toute occasion - et c'est bien comme cela - que nos droits et devoirs nous demandent de nous désister, dès que le moindre conflit d'intérêt entre nos intérêts privés et ceux de notre profession se dessine à l'horizon.

Vu ce que vous défendez pour Genolier, nous supposons qu'en tant que président de la SSR, vous êtes aussi d'accord avec la privatisation d'une petite radio qui jusqu'ici fait partie du service public. Nous parlons de World Radio Switzerland que vous voulez livrer, pieds et poings des employés liés, à des privés.

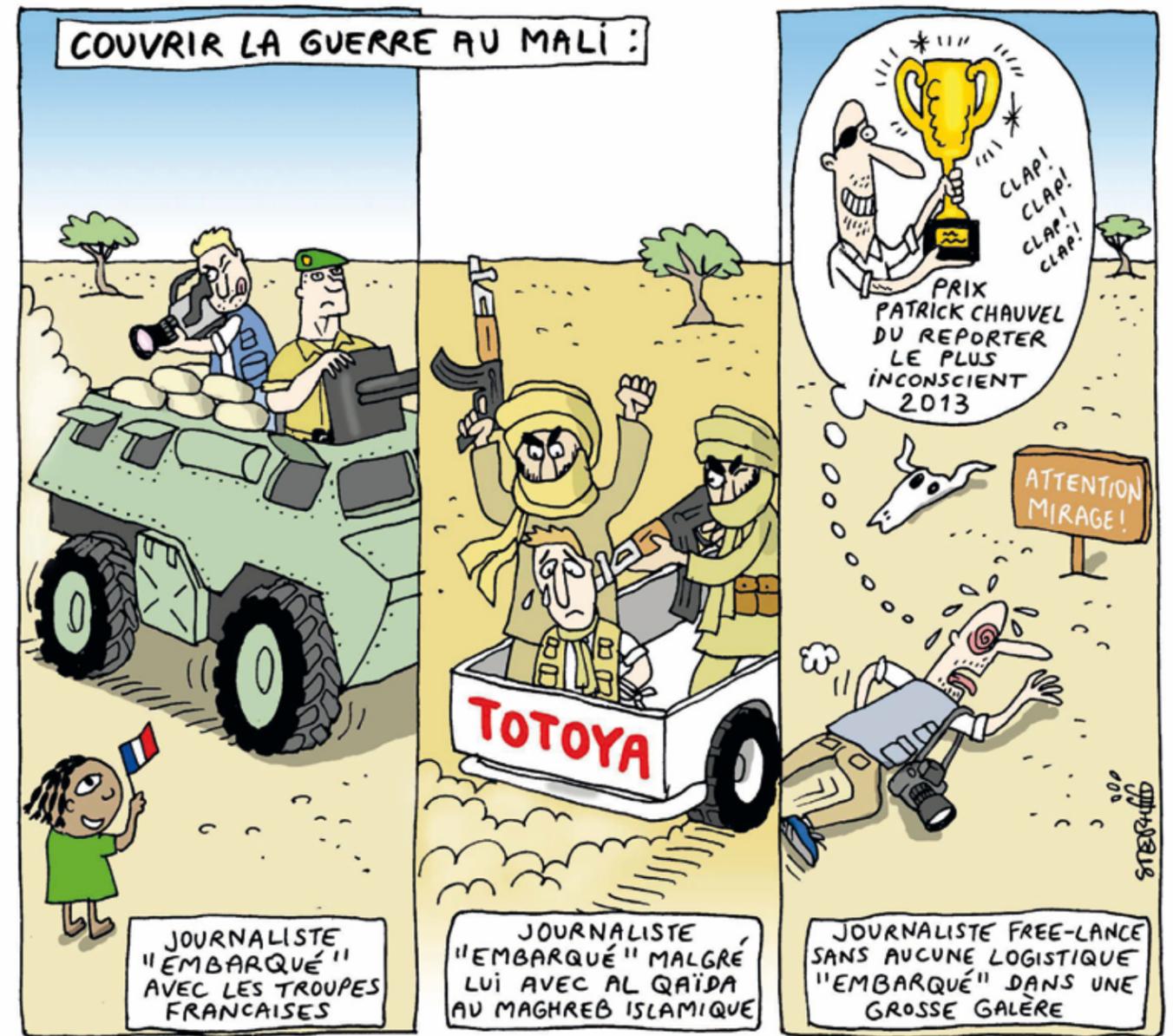
Comme les employés de la Providence, ceux de WRS devront alors payer de leur personne, obligés de se contenter de conditions de travail et de rémunération moindres. Pire, ils courent le danger de se faire virer dès le premier jour de la reprise.

Est-ce cela, votre Idée Suisse? Pour le compte de Genolier, vous ne vous laissez pas d'affirmer que le privé fait mieux et moins cher que le public. Pour les hôpitaux, cette vision débouche sur une santé à deux vitesses. Et pour la SSR? Sur un service public qui ne ferait plus que le strict nécessaire, en laissant tout ce qui rapporte des bénéfices aux privés?

Il nous semble pourtant nous souvenir que lors de votre élection à la présidence de la SSR vous aviez loué avec insistance la grande mission du service public. Avez-vous, entre-temps, changé d'opinion, ou n'est-ce qu'un regrettable manque de temps dû à votre surcharge de travail?

Dans tous les cas, il serait temps, peut-être, que vous choisissiez entre vos deux groupes. Que vous utilisiez votre droit - et votre devoir - de vous désister de la présidence de l'un ou de l'autre.

Avec nos salutations les meilleures,  
EDITO+KLARTEXT



service de presse

Votre ligne de télécommunication **058 221 98 04**



Swisscom SA, Group Communications & Responsibility, Media Relations, 3050 Berne  
Fax 058 221 81 53 – www.swisscom.ch – media@swisscom.com

# Tamedia à Fribourg, pour une poignée de dollars

## L'ATOUT D'UNE PARTIE DE POKER

L'enjeu des imprimeries pourrait aussi jouer un rôle important dans la partie de poker (menteur?) qui se joue depuis la fin du mois de mars 2013. Tamedia demande à ses rédactions d'économiser 34 millions de francs dont plus de la moitié dans la seule Suisse romande. Les quotidiens „Le Matin”, „24 heures” et la „Tribune de Genève” figurent au centre de la cible. Selon son directeur éditorial des publications romandes, Eric Hoesli, Tamedia laisse entrevoir un baume sur la plaie béante: les revenus de ses imprimeries. En fonction des contrats futurs et des montants encaissés, la note portée à charge des titres romands pourrait se réduire d'autant. En perdant leur rotative pour confier l'impression à Tamedia, „La Liberté” et la „Gruyère” rendraient ainsi un service involontaire à „24 Heures”, leur rival dans la Veveyse et la Broye. Le calendrier milite en faveur de cette hypothèse: Tamedia assortit ses directives d'économies d'un délai de deux à trois ans. L'abandon de sa rotative par Saint-Paul est prévu pour la fin 2014... Le jackpot serait parfait pour Tamedia si la SNP et ses journaux neuchâtelois choisissaient à leur tour aussi Bussigny dans un avenir pas trop lointain (lire en page 10). CC



Le siège du groupe Saint-Paul à Fribourg. A la mobilisation énorme des premiers jours pour sauver l'imprimerie, succède aujourd'hui le désenchantement.

Photo Aldo Ellena

*Tamedia frappe fort. Le groupe attire les „Freiburger Nachrichten” dans son giron. La décision est lourde de conséquences.*  
Par Helen Brügger

C'était un coup de massue. Fin janvier, le journal local „Freiburger Nachrichten” annonce son départ de l'imprimerie Saint-Paul à Fribourg. Il a trouvé des prix d'impression à quarante pour cent moins cher à Berne, chez Tamedia. Cette décision signifie la condamnation de la rotative à Fribourg, cinquante emplois sont touchés chez Saint-Paul.

Mais les dégâts ne s'arrêtent pas là: les coûts qui accompagnent l'arrêt de la rotative pourraient fragiliser le projet d'une ouverture du capital du groupe Saint-Paul.

**Perte d'indépendance.** Si la rotative de Saint-Paul s'arrête fin 2014 comme prévu, les deux quotidiens du groupe, la „Liberté” et la „Gruyère”, devront se faire imprimer ailleurs. Louis Ruffieux, rédacteur en chef de la „Liberté”, se fait des soucis. „Des problèmes pourraient se poser à moyen terme”, craint-il. Bien sûr, pour le premier contrat avec un grand groupe de presse, le journal aurait les moyens de veiller à ce que les conditions d'impression ne soient pas trop péjorées. „Mais au terme

**... Christoph Zimmer, porte-parole de Tamedia.**

**EDITO+KLARTEXT:** Tamedia confirme-t-il qu'il imprimera dès 2015 le journal „Freiburger Nachrichten”? Confirme-t-il également qu'il imprimera dès 2015 le journal „La Liberté”?

**Christoph Zimmer:** Oui, le Centre d'Impression de Berne va assurer l'impression des „Freiburger Nachrichten” dès 2015. Tamedia se dit aussi prêt à reprendre l'impression de la „Liberté”. La décision est entre les mains du groupe Saint Paul, à savoir si Tamedia assurera l'impression du titre à l'avenir.

**Tamedia a-t-il fait une offre de reprise de ces mêmes quotidiens au groupe Saint Paul?**

Non, cette question n'est pas à l'ordre du jour.

**Tamedia est-il en négociations avec la SNP Société neuchâteloise de presse pour l'impression des journaux „L'Express” et „L'Impartial”?**

Non.

**Tamedia confirme-t-il qu'il ne participera pas à la négociation visant à l'élaboration d'une nouvelle CCT en Suisse romande? Le cas échéant, pourquoi ne participera-t-il pas?**

Tamedia tient la promesse faite lors de la fusion avec Edipresse Suisse, qui est de maintenir les conditions cadres d'emploi, et reste solidaire des autres éditeurs en respectant le partenariat social conclu avec l'impressum. Nous respectons la position des éditeurs régionaux et locaux qui sont également confrontés à une situation économique difficile. C'est la Convention Collective de Travail actuelle qui est remise en cause (principalement les barèmes salariaux), pas le principe même du partenariat ou de la CCT en tant que tel. Les éditeurs régionaux et locaux sont sur le bon chemin en menant la négociation visant à définir une nouvelle CCT en Suisse romande. Il faut néanmoins noter que Tamedia Publications romandes, par le biais de son accord interne de rédactions (AIR), propose des conditions salariales globalement supérieures à la CCT.

**Quelle est la part que Tamedia détient au capital de l'ATS?**

Tamedia détient une participation inchangée de 29,1 pour cent dans l'ATS et n'a aucune intention de reprendre la société. Il nous apparaît au contraire capital que l'agence de presse soit soutenue par tous les secteurs des médias.

**Propos recueillis par Christian Campiche**

du premier contrat, on sera dépendant de l'imprimeur choisi, c'est lui qui tiendra le couteau par le manche."

Aujourd'hui, la „Liberté” peut réagir à l'actualité jusqu'à minuit et demi, ce qui contribue à son attractivité. Imprimé hors canton, sur la rotative d'un grand groupe avec – ou plutôt après – tant d'autres, le journal perdrait cet avantage. Pire, il risquerait d'être désavantagé par rapport aux journaux concurrents. Une perte d'indépendance qui pourrait lui coûter cher. C'est pour cette raison que le „Quotidien jurassien”, en 2008, avait renoncé à se faire imprimer ailleurs: il n'arrivait pas à décrocher un délai d'impression favorable. Bien lui en a pris: l'éditeur, la famille Voisard, avait alors consenti à des investissements et une spécialisation, l'imprimerie travaille aujourd'hui à des prix compétitifs.

Début février, la riposte s'organise pour sauver la rotative de Saint-Paul. Le syndicat Syndicom organise des manifestations et lance une pétition qui recueille, en un temps record, 11 500 paraphes. Deux députés socialistes demandent au Conseil d'Etat de participer au financement de la différence de coût entre Saint-Paul et Tamedia pendant quelques années, le temps de trouver une autre solution que la fermeture de la rotative.

Le Conseil d'Etat, dans un communiqué remarquable, fait le lien entre l'indépendance du moyen de production, la qualité de la presse et son rôle pour la société. Il s'exprime pour le maintien d'une presse indépendante et critique, „indissociable de la santé de nos démocraties”. Le fait que les journaux fribourgeois et leur outil de production étaient exclusivement en mains fri-

bourgeoises a créé, selon le gouvernement, „une exception cantonale”.

**L'exception fribourgeoise.** Le groupe Saint-Paul est effectivement une „exception” dans le paysage médiatique. Son propriétaire est la Congrégation religieuse des Sœurs de Saint-Paul. Le groupe est prospère et les Sœurs réinvestissent la totalité du bénéfice. Ce qui permet au journal phare du groupe, la „Liberté”, de faire un journalisme critique et de qualité, sans être soumis aux seuls critères de rentabilité.

Mais hélas, à la mobilisation énorme des premiers jours succède aujourd'hui le désenchantement. Fin mars, les „Freiburger Nachrichten” confirment leur décision de partir. Du coup, le gouvernement cantonal renonce à organiser une table ronde, et même la motion demandant un soutien fi-

nancier de l'Etat est renvoyée aux calendes grecques, c'est-à-dire à une session en automne.

**L'exigence d'une table ronde.** „Nous sommes furieux contre le gouvernement”, dit François Ducrest, secrétaire régional de Syndicom. „D'abord les grandes déclarations, et maintenant ça!” Pour lui, les discussions autour d'une table ronde ne devraient pas seulement servir à faire revenir les „Freiburger Nachrichten”, mais permettre une réflexion à long terme sur l'avenir de la presse dans le canton.

Et Ducrest de s'énerver: „Même le très libéral Philippe Leuba, conseiller d'Etat vaudois, a consenti à une intervention de l'Etat pour sauver les Imprimeries Réunies à Lausanne.” Le gouvernement cantonal vaudois, en automne dernier, avait accepté

l'octroi du cautionnement d'un prêt, ce qui permettait aux cadres des IRL de sauver une partie de l'imprimerie et environ soixante-dix postes de travail.

Roland Kreuzer, directeur du secteur Médias à Syndicom, soutient François Ducrest: „Nous maintenons l'exigence d'une table ronde. Face aux surcapacités existantes dans l'imprimerie, en Suisse comme en Europe, il faut trouver des moyens d'agir.” Kreuzer réfléchit, lui aussi, à une intervention du canton. „Pourquoi pas une reprise des immeubles de l'imprimerie Saint-Paul par le canton, en guise de promotion économique, par exemple?”

Mais les décideurs semblent avoir abandonné le combat. Tous les yeux se tournent vers Tamedia, qui a une force de frappe considérable dans l'impression. Il y a un peu plus d'une année, l'éditeur bien-

nois Gassmann (W. Gassmann SA) a décidé de fermer son imprimerie et de faire imprimer le „Journal du Jura” et le „Bieler Tagblatt” chez Tamedia.

**Autre forme d'expansion.** Aujourd'hui, ce sont les „Freiburger Nachrichten”, demain peut-être la „Gruyère” et la „Liberté”: „Tamedia a trois grandes centres d'impression, à Zurich, Berne et Lausanne. Avec cela, le groupe a une flexibilité énorme et peut effectivement proposer des prix défiant toute concurrence”, analyse Roland Kreuzer de Syndicom.

Selon lui, Tamedia avance prudemment: „Le groupe ne peut pas toujours acheter de nouveaux journaux sans alerter la Comco, qui a une force de frappe stop! Alors il imprime au lieu d'acheter – c'est une autre forme d'expansion.”

## „Les investisseurs doivent adhérer à nos valeurs”

Martial Pasquier, président du Conseil d'administration de Saint-Paul, semble décidé à tourner la page. Il veut relever l'autre défi du groupe: ouvrir le capital et trouver des investisseurs fribourgeois. Dans un entretien accordé à „Edito+Klartext”, il se montre convaincu de pouvoir pérenniser la fameuse „exception cantonale” – sans rotative.

**Edito+Klartext: Le départ des „Freiburger Nachrichten” (FN) va entraîner la fermeture de la rotative de Saint-Paul. Est-ce qu'on ne pourrait pas imaginer une „solution fribourgeoise” pour la sauver?**

**Martial Pasquier:** Cela dépend de ce dont vous parlez. Il y a, d'un côté, la problématique de l'impression des journaux. De l'autre, il y a l'ouverture du capital du groupe Saint-Paul. Pour cette ouverture, nous privilégions une solution avec une majorité d'acteurs fribourgeois. Nous y travaillons sérieusement depuis une année. Mais nous avons dû mettre ces travaux entre parenthèses, tant que nous ne connaissions pas la décision des FN.

**Parlons d'abord de l'impression. Quelle piste privilégiez-vous?**

Notre objectif est d'aller imprimer ailleurs, dans l'un des grands centres d'impression de Suisse, sans l'entrée d'un grand groupe de médias au capital de Saint-Paul.

**Le groupe de Philippe Hersant vous a justement promis d'amener du travail pour votre rotative, à condition qu'il puisse entrer dans votre capital.**

A ce jour, Hersant n'a pas fait de proposition concrète. Je ne vois aucun problème à mener des discussions avec ce groupe. Seulement, il devrait amener plus que le tirage d'un ou deux petits titres, mais un volume comparable à la perte des FN. Ce que nous avons exclu par contre, c'est de lier la question de l'impression à celle de l'ouverture du capital.

**Ceci vaut-il aussi pour Tamedia? N'y a-t-il pas une volonté de participation de la part de ce groupe, si vous imprimez sur ses rotatives à Berne ou, plutôt, à Lausanne?**

J'ai posé la question aux responsables de Tamedia. Ils disent non: Tamedia est intéressé à imprimer nos journaux, sans entrer dans notre capital (ndlr: lire également la réponse de Ch. Zimmer de Tamedia, p. 7).

**Le principe d'une ouverture du capital du groupe a été décidé il y a des années. On n'a pas l'impression que les investisseurs fribourgeois se bousculent au portillon.**

Nous ne sommes pas pressés. Nous nous laissons le temps de trouver une solution durable. Les partenaires que nous recherchons ne doivent pas venir uniquement pour des raisons financières. Ils doivent adhérer aux valeurs de Saint-Paul.

**Jusqu'à fin 2014, Saint-Paul va continuer à imprimer les „Freiburger Nachrichten” à des prix qui ne couvrent pas les coûts. On parle de pertes à hauteur d'un million. Ensuite, la rotative arrêtée, la valeur du groupe doit être réévaluée. Cela ne va-t-il pas rendre extrêmement difficile la recherche d'investisseurs?**

A court terme la situation sera plus difficile. Il faudra compter avec des pertes et, en plus, les coûts du plan social. Mais à long terme, dans un délai de quatre à cinq ans, les choses devraient être plus aisées. Garder les activités d'impression engendre beaucoup de coûts fixes et donc une charge lourde. Alors qu'en externalisant l'impression, l'entreprise gagnera en flexibilité et en prévisibilité. Il sera alors plus facile de trouver des investisseurs.

**Quelle stratégie éditoriale poursuivez-vous pour „La Liberté”?**

C'est un journal particulier de par son indépendance. Il est très enraciné dans la région fribourgeoise. C'est l'un des seuls journaux qui



Foto Aldo Ellena

**Martial Pasquier: „Les partenaires que nous recherchons ne doivent pas venir uniquement pour des raisons financières. Ils doivent adhérer aux valeurs de Saint-Paul.”**

voie son tirage augmenter. Il a une grande réputation pour sa qualité journalistique. Tout cela, nous tenons à le conserver, ainsi que ses valeurs humanistes de même que son profil de journal généraliste avec des apports propres dans toutes les rubriques. Pour nous, les journaux ont aussi un rôle à jouer au niveau politique: le canton de Fribourg est bilingue, il joue un rôle charnière entre la Suisse alémanique et romande. Sans des médias forts, ce canton perdrait en visibilité. Sur ce point, nous sommes sur la même longueur d'ondes que les autorités politiques du canton.

**Seulement, les investisseurs ne viendront pas pour les beaux yeux de la rédaction, mais pour la rentabilité du journal!**

L'entreprise a toujours été profitable. Les Sœurs de la Congrégation Saint-Paul n'ont jamais demandé le versement de dividendes. Elles ont toujours été d'accord de réinvestir les bénéfices pour augmenter la valeur du groupe. En faisant cela, elles ne font pas autre chose que la plupart des petites et moyennes entreprises, qui ne retrouvent le bénéfice que le jour de la vente d'actions. Nous sommes confiants dans la perspective de trouver des investisseurs qui feront pareil. Si l'objectif d'un investisseur est d'ordre financier seulement, nous arrêtons de discuter avec lui.

**Qu'attendez-vous des autorités politiques?**

Nous comptons sur leur aide pour persuader les milieux économiques et la population de l'importance de garder des médias indépendants en mains de décideurs cantonaux. Nous n'attendons pas du Conseil d'Etat qu'il achète des actions ou subventionne l'entreprise. Nous attendons de lui qu'il sensibilise aux enjeux, qu'il explique ces derniers et facilite la discussion à leur propos.

Propos recueillis par **Helen Brügger**

# La rotative neuchâteloise joue les prolongations

La Société neuchâteloise de presse a investi il y a deux ans dans son centre d'impression pour donner quelques années de répit à sa rotative.

Par Philippe Chopard

Ce 21 septembre 1988, 2h du matin: après une journée de travail harassante, les collaborateurs de l'„Express” assistaient dans la poussière d'un bâtiment encore inachevé à la sortie du premier numéro de leur journal, sur une rotative Wifag alors flambant neuve. Vingt-cinq ans plus tard, celle-ci joue les prolongations, en partie grâce à de nouveaux investissements consentis en 2011 par la Société neuchâteloise de presse (SNP). „Nous avons assuré l'avenir de notre centre d'impression pour une durée de sept à dix ans”, précise ainsi Jacques Matthey, éditeur des quotidiens „L'Express” et „L'Impartial”.

**Rumeurs d'externalisation.** Les investissements de 2011 ne sont en fait que la suite d'une série d'opérations d'entretien et d'améliorations de l'outil de production de la SNP. Avec l'ajout d'un groupe complet il y a quelques années, la rotative neuchâteloise peut imprimer trois quotidiens

chaque soir. Pour Jacques Matthey, il n'est donc pas question à court terme de se lancer dans l'aventure – financièrement lourde – d'un remplacement. Cela supposerait un changement de fournisseur, puisque Wifag a cessé sa production de machines d'imprimerie il y a deux ans.

L'âge de la rotative attise cependant les rumeurs d'externalisation de l'imprimerie. „Nous avons été pris à parti à la suite de la décision des ‚Freiburger Nachrichten’ d'abandonner leur centre des Imprimeries Saint-Paul à Fribourg”, indique Matthey. „Les bruits de négociations actuelles des contrats d'impression de nos journaux avec des partenaires extérieurs, comme le groupe argovien Wanner ou même Tamedia, sont pourtant infondés.”

Jacques Matthey souligne néanmoins que ce serait une „faute professionnelle” de ne pas mettre en balance à moyen terme le remplacement de la rotative de la SNP avec la possibilité de faire imprimer à l'extérieur. „Nous sommes attentifs à l'évolution des techniques d'impression numérique, sans

être pour le moment à même de pouvoir faire le bon choix”, glisse-t-il. „Par ailleurs, l'impression à l'extérieur du canton de Neuchâtel poserait un grave problème de logistique. Comment pourrions-nous, le cas échéant, sortir trois quotidiens chaque soir, en ‚prime time’, de telle manière à ce que les lecteurs puissent les recevoir le matin suivant?” Parmi les partenaires de la SNP, „Le Journal du Jura” a fait le pas l'an dernier d'aller se faire imprimer à Berne. Soit à une distance de Bienne encore parfaitement supportable pour l'acheminement des journaux aux abonnés.

**Qualité critiquée.** Les temps ne sont pas favorables à l'investissement à Neuchâtel. Tout comme pour le secteur des arts graphiques d'ailleurs, confronté à une mutation économique profonde. Pour la deuxième fois en quatre ans, la SNP a dû actionner en 2013 un plan d'économies budgétaires, avec sept licenciements à la clé – dont un à la rédaction. Les rédacteurs ont aussi fait des sacrifices pour sauver un poste

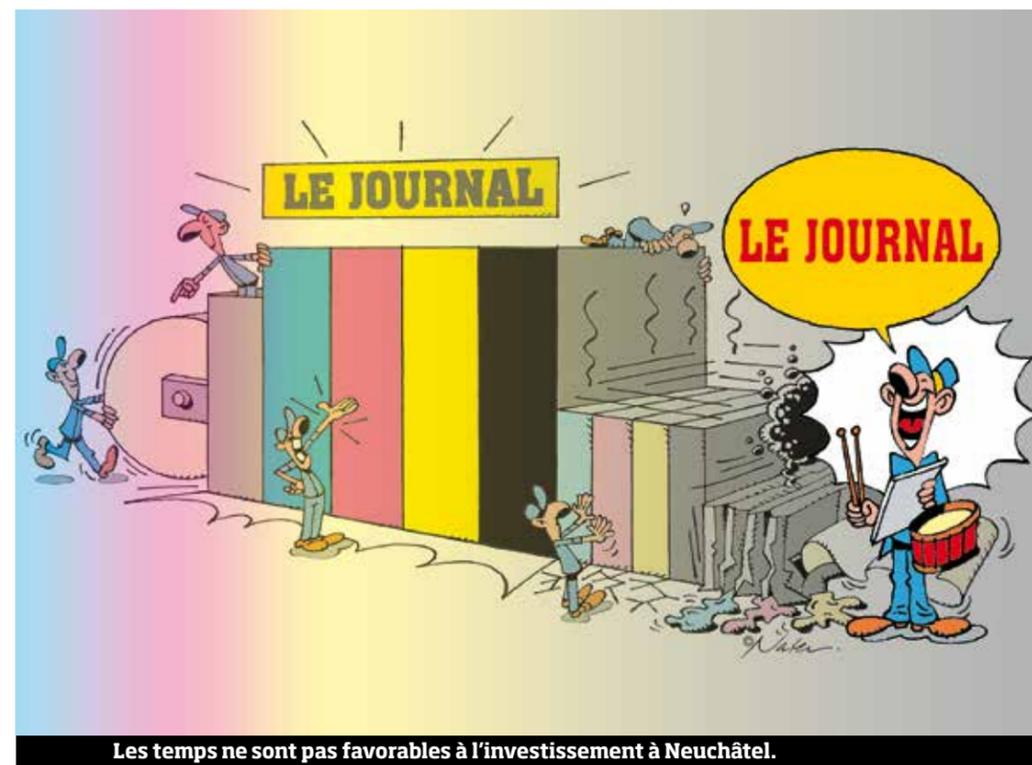


Illustration: Patrick Nater

## Ancrage à préserver

Jacques Matthey, directeur général de la Société neuchâteloise de presse (SNP), indique aussi que l'ancrage régional des quotidiens neuchâtelois n'a „rien à voir” avec le lieu où ils sont imprimés. Chef du Département cantonal neuchâtelois de l'Economie, le conseiller d'Etat Thierry Grosjean ne partage pas ce point de vue. „Quand je vois l'importance grandissante que prend le ‚Matin’ dans le canton de Neuchâtel, j'estime que les quotidiens neuchâtelois doivent faire très attention à garder leur marché et bien peser leurs futures décisions”, indique-t-il. Aucune information sur la rotative neuchâteloise et son avenir n'a encore circulé entre la SNP et les autorités politiques cantonales. Thierry Grosjean a promis de rendre ses services attentifs à l'évolution de la situation. PHC

supplémentaire. La direction de la SNP a agi une nouvelle fois à titre préventif, de façon à „éviter une catastrophe plus douloureuse”.

Jacques Matthey attribue la situation de la dégradation des recettes publicitaires au marché national. „Nous restons forts localement”, précise-t-il. „Le site Internet Arcinfo se développe de manière très satisfaisante, même s'il n'arrive pas à compenser les pertes sèches de la publicité sur papier.” La situation commerciale locale, vue de la SNP, contraste néanmoins avec le mécontentement grandissant de la population face à la qualité du travail fournie par la rédaction des deux quotidiens

neuchâtelois. Les milieux de gauche sont particulièrement critiques. Les journalistes font ce qu'ils peuvent, compte tenu de leurs effectifs réduits, mais la confiance du lectorat s'érode.

„Nous subissons la baisse de la publicité nationale”, reconnaît Jacques Matthey. Toutefois, il existe encore des quotidiens qui s'en sortent. „Le Nouvelliste”, également en mains des Editions suisses Hersant (ESH), est dans ce cas, en raison d'un marché valaisan très particulier. „Nous nous en réjouissons, bien sûr”, glisse l'éditeur neuchâtelois. Depuis son irruption en 2001 sur le marché

médiatique romand, le propriétaire de presse Philippe Hersant ne crée pas de vases communicants entre les entreprises dont il a pris le contrôle.

ESH a ainsi renforcé son centre d'impression neuchâtelois il y a plusieurs années en y faisant imprimer ses propres journaux. Et la société, par la voix de son administrateur-délégué Jacques Richard, n'a jamais caché sa disponibilité à discuter, si le besoin s'en faisait sentir, sa venue sur le marché fribourgeois...

**Philippe Chopard** est journaliste indépendant.

service de presse

## Renseignez-vous avant de comparer des pommes bio avec des poires bio!

Nous nous ferons un plaisir de répondre à vos questions autour du bio.  
Tél. 061 204 66 66, e-mail bio@bio-suisse.ch  
ou www.bio-suisse.ch



Bourgeon Bio. Le goût du vrai. BIOSUISSE

service de presse

**Questions? Posez-les!**  
Assurance-maladie – futée et sympa

Norbert Löhner, Responsable Communication d'entreprise  
T 058 456 11 15, medien@oekk.ch, www.oekk.ch

**ÖKK**

**BRAVES**



Photo: Charly Happpo/aktive.ch

Jean Godel (à gauche) et André Hügli: „Nous avons agi dans l'intérêt de nos collègues.”

#### Suisse blâmée

Il faut du courage pour défendre les intérêts des employés en tant que délégué du personnel, même si ledit délégué est protégé par la loi. Car l'employeur essaiera de trouver un autre motif pour le congédier. La loi prévoit alors le „renversement du fardeau de la preuve”, ce qui veut dire qu'il incombe à l'employeur de prouver qu'il avait un autre juste motif pour donner le congé. S'il échoue à le prouver, le licenciement est considéré comme abusif, et la victime a droit à des indemnités financières. Mais elle ne peut pas se faire réintégrer contre la volonté de l'employeur. Régulièrement, l'Organisation Internationale du Travail blâme la Suisse pour cette lacune dans la loi et le manque de protection pour des délégués du personnel. *HB*

## Jean Godel et André Hügli, une question de confiance

*Ils se sont battus pour défendre leurs collègues. Ils ont été licenciés.* Par Helen Bruegger

Jean Godel et André Hügli, deux journalistes de Radio Fribourg/Freiburg, se sont battus pour défendre leurs collègues et la qualité de la radio. Ils ont été licenciés. Selon la décision d'un tribunal d'arrondissement, il s'agit d'un licenciement abusif. Même si un recours a été déposé, c'est une belle récompense pour les deux.

Jean Godel est francophone, André Hügli parle schwiizerdütsch. Le premier vient de la Gruyère, l'autre de Berne. L'un a une licence en Sciences politiques dans la poche, l'autre un diplôme d'enseignant. Les deux ont une passion, la radio. Ils se rencontrent à Radio Fribourg/Freiburg, où

Godel travaille comme journaliste, Hügli comme co-chef d'animation et chef de programmation musicale. Ils militent comme délégués du personnel, avant de se faire virer, sous prétexte de lien de confiance rompu.

**Pont culturel.** RadioFR est une entreprise originale. Soucieuse de construire des ponts entre les cultures, cette radio locale produit deux programmes linguistiques, faits par une rédaction unie en deux langues et deux équipes d'animation distinctes. A la radio règne, au moins jusqu'à l'époque des faits en 2010, une entente joyeuse entre bilingues, francophones et germanophones. Le tout est dirigé par deux co-directeurs, le romand Thierry Savary et l'alsacien Karl Ehrler.

Mais ce dernier, fin 2009, décide de partir. Les administrateurs – le président du

conseil d'administration est l'avocat Damien Piller, également présent dans l'immobilier, et le vice-président est Albert Noth, représentant du groupe Saint-Paul – désirent abandonner le principe de codirection. Ils tablent sur un seul futur directeur, le francophone Savary, qui serait épaulé par un futur directeur adjoint alsacien responsable de l'administration.

Le personnel se fait des soucis pour le fragile équilibre à l'intérieur de la radio. Il désigne quatre délégués pour défendre ses intérêts. Hügli et Godel se trouvent parmi les désignés. „On a fait très attention à la représentativité”, racontent les anciens collègues: „Il y avait deux représentants pour chaque communauté linguistique, dont deux hommes et deux femmes.”

Les délégués, en étroite coordination avec leurs collègues, se mettent à formuler des idées pour l'avenir de la radio. Ils pro-

posent une structure avec un directeur bilingue et deux chefs d'antenne distincts pour les deux programmes. Mais leurs revendications ne s'arrêtent pas là: Ils souhaitent une meilleure communication interne, des visions stratégiques plus ambitieuses, une égalité de traitement de tous les employés sur le plan des vacances et l'éclaircissement de quelques dysfonctionnements internes.

De toute évidence, les employés et les dirigeants de l'entreprise ne se trouvent plus sur la même longueur d'ondes. La pierre d'achoppement est la nouvelle structure dirigeante. Pour le personnel, la structure prévue ne garantit ni l'équilibre des cultures ni un développement audacieux de la radio. Les administrateurs audent le dialogue, mais les délégués ne sont pas écoutés. „Nous sommes retombés de haut avec cette délégation, nous avions confiance dans leur proposition de dialogue”, se souvient Jean Godel. Et André Hügli résume le sentiment de frustration partagé à l'époque: „Ils ne nous ont pas pris au sérieux, et finalement ils ont même essayé de nous instrumentaliser, de nous faire participer à l'élaboration d'un cahier des charges pour une structure que nous désapprouvions.”

**Riposte immédiate.** Le conflit s'envenime et devient public, les administrateurs communiquent plusieurs fois leur point de vue à la presse. Face au mur auquel elle se heurte, la délégation décide de se dissoudre, mais auparavant le personnel veut communiquer, lui aussi, son point de vue. Ce communiqué, rédigé collectivement par la délégation et soumis aux employés pour approbation, part aux médias.

La riposte est immédiate: Le personnel est convoqué à une réunion, on cherche à savoir qui sont les instigateurs, mais l'équipe tient bon. Immédiatement après, les quatre délégués sont convoqués individuellement, les deux hommes licenciés, avec comme motif une perte de confiance réciproque. André Hügli se montre amer: „C'est nous qui avons parlé de confiance les premiers, mais ils ont retourné le terme contre nous et en ont fait un motif de licenciement.” Jean Godel est persuadé: „C'était tout prémédité, la direction a même préparé à l'avance la communication aux médias.” Publiquement, les deux délégués du personnel sont montrés du doigt

comme „preneurs d'otages” par leur ancien employeur. Encore aujourd'hui, ce reproche les affecte, „surtout que nous avons tout fait en totale transparence et dans l'entente avec les collègues”.

**Congé abusif.** Même si les employés, en Suisse, ne sont pas gâtés par une législation abondante en leur faveur, le Code des obligations désigne comme abusif un „congé donné par l'employeur pendant que le travailleur, représentant élu des travailleurs, est membre d'une commission d'entreprise ou d'une institution liée à l'entreprise et que l'employeur ne peut prouver qu'il avait un motif justifié de résiliation”.

Pour les organisations professionnelles impressum et Syndicom, il s'agit d'un licenciement abusif clair: Hügli et Godel ont été licenciés pour leur rôle de délégué, et non pas pour une supposée rupture de confiance. Personne d'ailleurs ne leur a jamais fait de reproches quant à la qualité de leur travail.

Les licenciés portent plainte. La décision du Tribunal d'arrondissement de la Sarine, tombée en automne dernier, est cinglante: „La rupture du lien de confiance et le refus de la nouvelle structure indiqués par la société défenderesse comme étant les motifs de la résiliation des rapports de travail ne résistent pas à l'examen.” Et le tribunal de poursuivre: „On peut se demander si la société défenderesse n'a pas voulu faire des exemples ou „enlever des moutons noirs”, en licenciant Jean Godel qui avait seul pris la parole lors de la convocation du personnel, et André Hügli, qui avait diffusé le communiqué de presse au nom du personnel.

**Victoire de la solidarité.** Cette décision est aussi une victoire de la solidarité à l'intérieur de la délégation. Car le tribunal fait valoir que l'employeur aurait dû licencier les quatre délégués du personnel, si vraiment le communiqué était la preuve d'une rupture de confiance.

Or les deux collègues féminines, tout aussi courageuses, ne s'étaient jamais désolidarisées de leurs collègues masculins, ni du contenu du communiqué. Les délibérations du tribunal sont encore plus remarquables: il constate par exemple que la publication du communiqué de presse „n'était, dans son principe, pas blâmable face à la

situation d'impasse dans laquelle la délégation du personnel et le conseil d'administration s'étaient retrouvés au bout de plusieurs mois de discussions”. Pour le tribunal, ce communiqué constitue même „l'ultima ratio” pour faire avancer les revendications du personnel ainsi qu'un droit de parole envers la presse pour la délégation du personnel”. Cet argument est de la plus haute importance, puisque dans de nombreux cas, des délégués du personnel sont licenciés pour le fait d'avoir communiqué un litige interne au public.

„Si c'était à refaire, nous ferions exactement pareil”, disent aujourd'hui les deux ex-employés de RadioFr, qui se sentent confortés par la décision du tribunal. „Elle montre que notre manière de gérer le conflit était la bonne, que les employés ne sont pas démunis, et qu'il y a des règles à respecter aussi pour les employeurs”, souligne Jean Godel.

André Hügli de son côté, „espère que la décision mènera d'autres employés à se serrer les coudes et défendre leurs droits. Une meilleure protection des délégués du personnel est importante, parce qu'elle encouragera non seulement les délégués, mais l'ensemble du personnel.”

**Gâchis.** Les trois mois de lutte ne sont pourtant pas passés sans laisser de trace. „C'était très, très lourd à porter”, confient-ils. Jean Godel, au moment où il a appris son licenciement immédiat, a eu l'impression „qu'un poids énorme” lui était enlevé des épaules. Il est aujourd'hui journaliste au quotidien „La Gruyère”, André Hügli travaille comme animateur et producteur programme à Radio Energy à Berne. Ils partagent toujours le même sentiment: „Ce que nous avons fait, nous l'avons fait dans l'intérêt de nos collègues, mais aussi de la radio. Tout cet enthousiasme était destiné à faire avancer la radio... quel gâchis!”

Un avis que ne partage pas l'avocat de l'employeur, Jean-Christophe a Marca, qui a fait recours contre la décision du Tribunal d'arrondissement de la Sarine. Cité par les „Freiburger Nachrichten”, a Marca estime qu'une telle décision signifie „que les employés ne seraient plus tenus à se soumettre à l'employeur ni à lui témoigner du respect ou de la loyauté”.

Le jugement du Tribunal cantonal est attendu dans les semaines qui viennent.

## Pour un article de fond en pleine forme.

Le Service médias d'Helsana vous conseille simplement et de manière compétente sur tous les sujets concernant la santé. Nous assurons ainsi à votre reportage une base saine et solide. Pour en savoir plus: +41 (0)43 340 12 12 ou [media.relations@helsana.ch](mailto:media.relations@helsana.ch)



**Helsana**  
Un souci en moins.

Que ce soit un «Early Bird» ou un «Last Minute» –

nous sommes toujours là pour vous!

Service de presse Hotelplan Suisse  
Sägereistrasse 20, 8152 Glattbrugg, tél. 043 211 83 48  
[prisca.huguenin@hotelplan.com](mailto:prisca.huguenin@hotelplan.com), [www.hotelplan-suisse.ch](http://www.hotelplan-suisse.ch)



**Hotelplan**  
SUISSE



**SRG SSR**

FAIRNESS  
INDÉPENDANCE

GLAUBWÜRDIGKEIT  
CREATIVITÀ  
DIVERSITÄT

RSI RTR RTS SRF

## L'information assurée

Prévention, Assurance, Réadaptation

**suva**

Mieux qu'une assurance

Suva  
Communication d'entreprise  
[medias@suva.ch](mailto:medias@suva.ch), [www.suva.ch](http://www.suva.ch)

Tél. 026 350 37 82  
Fax 026 350 36 23

### Par Médiateur

**Saint-Martin.** Lors de son assemblée de novembre 2012, la section jurassienne d'impressum avait invité le porte-parole de la Police valaisanne, **Jean-Marie Bornet**. Thème de l'intervention qui fut suivie d'un mémorable repas complet de Saint-Martin: la gestion des médias en cas de crise et plus particulièrement l'accident de car survenu à Sierre en mars 2012. Les journalistes jurassiens en transpirent rétrospectivement, ils ont manqué de peu la vidéo qui vaudra à Jean-Marie Bornet de se faire remonter les bretelles deux mois plus tard. Commentaire de **Thierry Bédard**, président de la section organisatrice: „On avait une Saint-Martin d'avance.“

**Contingence.** Lancé en 2012 à Lausanne, l'excellent bimestriel d'écologie politique „Moins“ donne la clé de son modèle économique. „Un numéro nous coûte environ 4000 francs, soit 3000 d'impression, 600 de distribution, 400 de divers.“ Et la rédaction, tous des bénévoles? „Cette non-rémunération est une contingence davantage qu'un choix, pour l'instant tout du moins“, répond à Médiateur **Mirko Locatelli**, l'un des fondateurs du journal. Logique.

**Mur.** Le jeune et dynamique éditeur **Dominique Hiltbrunner**, implanté en Suisse romande à l'aide d'une joint venture avec „L'Agefi“, n'a plus tellement la cote. Depuis que Tamedia lui a vendu, il y a une année, „Automobil Revue“, cette publication, incroyable pendant plus d'un siècle, connaît de sérieux problèmes. Des collaborateurs externes attendent leurs honoraires depuis des mois, les déductions pour le deuxième pilier des employés sont réduites sans avertissements, trois des plus importants cadres, dont le rédacteur en chef, sont partis, et l'imprimeur Tamedia se fait payer à l'avance pour exécuter la commande. Il y a quelques mois, Hiltbrunner a déjà dû renoncer à l'achat du „Schweizer Bauer“ et, après de sérieux retards dans des paiements, aux projets d'une expansion nationale du gratuit bâlois „Spatz“. Toutes ces mauvaises nouvelles n'arrivent pourtant pas à freiner Hiltbrunner dans sa course... Droit dans le mur?

**Revanche.** Qui paie commande a dû se dire **Christoph Mörgeli**, idéologue pur-sang de l'UDC blochérienne. Il a acheté une action Tamedia dans le but avoué d'intervenir à l'assemblée des actionnaires du groupe, le 26 avril. Mörgeli demandera que le „Tages-Anzeiger“ se sépare de son rédacteur en chef, **Res Strehle**. Dans la très blochérienne „Weltwoche“, Strehle avait auparavant été attaqué pour son passé d'extrême gauche, pourtant connu depuis bien longtemps. Le motif de Mörgeli ne serait pas seulement idéologique. C'est sous l'ère Strehle que le „Tages-Anzeiger“ a été, en automne dernier, parmi les premiers à parler de dysfonctionnements à l'Institut d'histoire de la médecine de l'Université de Zürich, dirigé par un certain... Christoph Mörgeli. Qui, suite à ces révélations, avait perdu son poste. La préparation de sa petite revanche n'a pas coûté cher. Il a acheté l'action pour 133,70 francs.

**Mise.** Grosse mise pour **Christoph Blocher** sur les bords du Rhin où la „Basler Zeitung“, dans les mains de la paire Tettamanti/Blocher, diffuse désormais le dominical „SonntagsZeitung“ du groupe Tamedia à un prix défiant

toute concurrence, 18 francs par année. En contrepartie, la „Basler Zeitung“, après la décision de Christoph Blocher de fermer l'imprimerie bâloise, est imprimée sur les rotatives zurichoises de Tamedia. Blocher, selon les rumeurs, chercherait ainsi à gagner de l'influence dans le groupe Tamedia, entre autres pour faire pression sur le „Tages-Anzeiger“, quotidien jugé beaucoup trop critique à l'égard des udécistes.

**Patience.** Si vous apercevez **Laurence Bolomey**, transmettez-lui ce message: **Dominique von Burg** attend toujours sa visite! La journaliste de la Radio romande avait reçu, il y a quelques années, feu le Prix des Médias de la SSR. Comme elle devait prendre le train à Berne en direction d'une autre cité de Suisse allemande elle avait confié l'encombrant trophée au président du Conseil suisse de la presse (CSP). Qui l'a toujours à son domicile genevois. Nouvelle élue au Conseil de fondation du CSP, notre consœur profitera-t-elle de l'occasion pour reprendre son bien? Les séances se déroulant à Zurich, on souhaite encore un peu de patience à Dominique.

**Désagréables.** Dans son courrier de félicitations adressé à **Bernard Cathomas**, nouveau président du Conseil de fondation du Conseil suisse de la presse, **Pietro Supino** dit apprécier le travail de l'organisme chargé de veiller au respect de la déontologie dans les médias. Le président du conseil d'administration de Tamedia va jusqu'à approuver la vocation du CSP, qui est de formuler des avis parfois „désagréables“. Reste à savoir si ses rédacteurs en chef respecteront le devoir de publication des décisions du CSP qui leur est imparti. Lueur: en 2012, près de trois quarts des décisions du CSP l'ont été (respecté), un progrès spectaculaire par rapport à 2011 où seulement 44 pour cent des prises de position ont donné lieu à une publication. Pourvu que ça dure.

**Chut!** Sous la plume de **Frank Garbely**, „Work“, le journal du syndicat Unia, épingle le Valais, cette „Bananen-republik“ que dépeint le journaliste **Kurt Marti**, ancien rédacteur en chef du mensuel haut-valaisan „Rote Anneliese“, dans son livre „Tal des Schweigens“ („Vallée du silence“), paru en 2012. Les médias, écrit „Work“, font tout pour ne pas parler de l'ouvrage qui traite des combats que le journaliste a menés entre 2000 et 2010 pour faire éclater certaines affaires en Valais. Suite à une plainte déposée contre lui, Marti a pourtant obtenu gain de cause au Tribunal fédéral en 2009.

**Cantona.** Affluence des grands jours, ce 22 mars 2013 aux Grand-Places de Fribourg. Tandis que les délégués de l'organisation professionnelle impressum tenaient leur assemblée générale au NH, **Eric Cantona** accordait moult interviews aux médias locaux près du bar du même hôtel. L'ex-star du football français n'a pas manqué de remarquer l'action menée par les journalistes sur le gazon de l'esplanade des Grand-Places au son du slogan „Pour une presse de qualité, maintenons la CCTI“. Cantona aurait même proposé de se la boucler en guise de solidarité. Les organisateurs lui auraient plutôt passé le mégaphone flambant neuf d'impressum, s'ils avaient été mis au courant de sa présence. Avec Cantona sur la pelouse, la TSR se serait peut-être déplacée.



**Jean-Marie Bornet, une Saint-Martin d'avance (en haut) Christoph Mörgeli, qui paie commande**



**Laurence Bolomey, Dominique von Burg l'attend (en haut). Pietro Supino, administrateur du CSP. Cantona solidaire des médias en crise? (en bas)**



# Mali, la grogne des reporters

*L'armée française verrouille les informations sur la guerre au pays africain.*

Par Jean-Baptiste Mouttet

L'armée avance, les journalistes demeurent sur les bases arrières. Depuis le début de l'intervention française au Mali, le 11 janvier, les médias français ne peuvent accéder au champ de bataille. De la ligne de front, dans le Nord du Mali dans le massif des Ifoghas, pas d'images ou très peu. „Les seules informations que nous avons sur ce qui se passe au Nord proviennent de trois journalistes embarqués par l'armée française”, notait Jean-Paul Mari, grand reporter au „Nouvel Observateur”, mi-mars, revenu du terrain il y a un mois.

**Gouvernement crispé.** Les images des lignes arrières se ressemblent. Après avoir filmé les villes libérées des jihadistes quand le calme est revenu depuis plusieurs jours, les journalistes cherchent des traces des lois islamistes: ici un panneau qui souhaite la bienvenue dans une ville régie par la charia, là, sur cette place désormais vide était rendue la justice cruelle des islamistes, plus loin des ruines, témoins endormis de combats passés. La guerre se rappelle à la mémoire des spectateurs et lecteurs français seulement quand des poches de résistance ressurgissent par intermittence notamment dans la région de Gao, ville victime d'attaques kamikazes fin février comme à Kidal, plus au nord.

Quand les journalistes décident de se rendre sur place par leurs propres moyens, ils sont arrêtés par les check-point de l'armée malienne. Le gouvernement du pays est crispé, quitte à restreindre les libertés. Le 6 mars le journaliste malien Boucary Daou est arrêté après la publication d'une lettre ouverte de soldats combattant au Nord.

**L'allié français.** Mais pour Jean-Paul Mari, le silence pesant sur la guerre malienne n'est pas le seul fait des Maliens. La France et le Mali sont des alliés. Difficile de croire que ce sont les seuls Maliens qui décident ou non de bloquer les journalistes. Le colonel Thierry Burkhard, porte-parole de l'Etat-major, s'en défendait, fin janvier, en déclarant que si l'armée malienne empêchait des journalistes de passer, la France „n'y peut rien, même si on leur a dit que c'était contre-productif en termes de com” et de rappeler que 200 journalistes ont été embarqués avec l'armée de terre.

David Baché, correspondant sur place pour RFI, qui a plusieurs fois fait le voyage avec l'armée de terre dans des zones libérées, évoque des questions „de sécurité” et des impératifs opérationnels. Les Français font des otages de premier choix pour les jihadistes. „Je ne pense pas qu'il y ait de volonté de censure mais s'il nous arrive quelque chose, c'est un problème

direct pour eux. Ils ne veulent pas que nous les gênions pendant les opérations”, poursuit-il. Partir avec l'armée signifie aussi accepter un encadrement des faits et gestes des reporters. David Baché critique la rétention d'informations: „Je suis à Gao, j'appelle les Français le matin pour parler des combats, on me dit qu'il n'y en a pas, et j'apprends l'après-midi par un communiqué de l'Elysée qu'un Français vient d'être tué à 60 kilomètres de la ville!”

„Zéro image, objectif médiatique atteint pour l'opération Serval” a ironisé le 15 février le secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF) et de déclarer: „Les autorités françaises, secondées par les autorités maliennes, contrôlent strictement l'accès à l'information. Elles portent sérieusement atteinte à la liberté des médias en brandissant des arguments sécuritaires excessifs.” Pour Jean-Paul Mari ce n'est pas à l'armée de désigner aux journalistes les lieux où ils peuvent aller ou non: „Pour informer, notre métier est de s'approcher. Ensuite, il faut faire confiance à notre sens des responsabilités.” Et RSF de taper du poing sur la table: „Le ministère de la Défense devrait assumer la responsabilité des valeurs démocratiques en facilitant l'accès direct des médias aux informations.”

Jean-Baptiste Mouttet est journaliste indépendant à Paris.

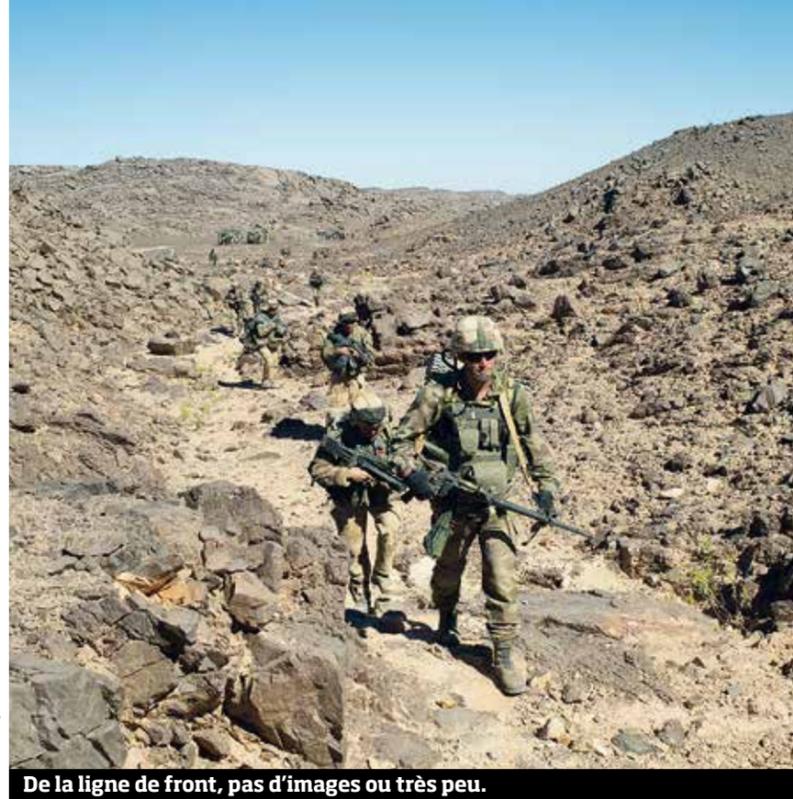


Photo Keystone

De la ligne de front, pas d'images ou très peu.

E LES CONSIDÉRANTS

## Quand les médias s'emballent

„Dans notre société très médiatisée, les événements marquants, particulièrement quand ils sont chargés d'émotions, donnent lieu à de véritables „avalanches” d'articles ou d'émissions. De tels phénomènes „d'emballement” peuvent choquer, et ils méritent réflexion. L'ampleur du traitement peut se révéler disproportionné, la surenchère peut conduire à un manque de prudence (...). Mais pour le Conseil de la presse, il ne faut pas perdre de vue que de tels phénomènes sont le corollaire de la liberté de la presse, dont l'importance politique et sociale n'est plus à démontrer...” (avis 22/2008).

Le Conseil de la presse l'a redit à plus d'une reprise: d'un point de vue déontologique, l'emballement médiatique n'est pas condamnable en soi. Mais son occurrence requiert de la part des journalistes une attention particulière. Dans le climat de surenchère dans lequel les médias peuvent alors se placer, les rédactions s'exposent au risque d'oublier certains fondamentaux. Même les rédactions réputées les plus sérieuses!

Qu'un golden boy soit accusé d'agissements sulfureux, et c'est à qui déterra le plus de rumeurs graveleuses, parfois sans effectuer les vérifications d'usage. Ou sans prendre la peine de recueillir la position de la défense (avis 58/2010). Qu'un évadé dangereux coure la campagne, et c'est à qui ressortira les expertises ou les interviews les plus significatives, sans avoir conscience que les éventuels démentis de l'époque devraient être rappelés (avis 7/2012).

Est-ce à dire que les médias devraient s'abstenir d'enquêter sur des procédures judiciaires encore en cours? D'aucuns le préconisent, invoquant la présomption d'innocence. Telle n'est certainement pas la position du Conseil de la presse, pour qui les journalistes sont tout à fait légitimés à rechercher la vérité sans attendre un jugement officiel. Mais c'est alors qu'il convient de respecter le plus scrupuleusement les règles professionnelles.



Dominique von Burg est journaliste et président du Conseil suisse de la presse.

## Razzia chinoise sur l'info

*L'expansion médiatique chinoise sur le continent a été prévue par Pékin, avec un budget spécialement débloqué.*  
Par Arnaud Bébian

Les Chinois ne se contentent plus d'extraire les matières premières et de vendre leurs produits manufacturés sur le continent africain. La seconde puissance économique mondiale a également investi le champ des médias en Afrique. Depuis plus d'un an, la CCTV – pour China Central Television – dispose d'un bureau dans la capitale du Kenya, Nairobi. Depuis janvier 2012, la CCTV propose donc tous les soirs à partir de 20 heures, et durant une heure, un décrochage spécial sur l'actualité du continent, „Africa live”.

Aucun pays d'Afrique – peut-être l'Afrique du Sud, et encore... – n'est en mesure de couvrir l'actualité continentale. Un marché au fort potentiel, laissé aux grandes chaînes d'informations internationales telles que CNN, Al Jazeera, BBC, ou France24, rejointes par la CCTV sur ce créneau.

**50 journalistes.** CCTV, la télévision d'Etat chinoise, expose aux Africains la vision qu'ont les Chinois du continent. Le but est aussi d'éclairer les Chinois sur l'Afrique, et notamment d'inciter les investisseurs à y venir. L'ouverture du bureau de la CCTV avait été décidée en 2006 lors du sommet Chine-Afrique. Six ans plus tard, ils sont une centaine, dont une cinquantaine de journalistes et techniciens africains, à travailler à la réalisation de ce programme, visible partout à travers le monde sur le canal de la China Central Television.

L'arrivée de CCTV en Afrique n'est aussi que celle d'un média chinois parmi d'autres. Une arrivée par d'ailleurs prévue et programmée par Pékin puisque 7 milliards de dollars ont été

débloqués pour le développement des médias à l'échelle mondiale. L'agence de presse Xinhua et la radio RCI (Radio Chine Internationale) avaient déjà devancé la chaîne de télévision. Dernièrement, fin 2012, c'est un hebdomadaire en anglais, „Africa Weekly”, qui est venu les rejoindre. Vendu d'abord au Kenya, il doit s'étendre à d'autres pays.

**Eviter les zones d'ombre.** Dans un rapport de juin 2012 sur l'expansion des médias chinois en Afrique, Yu-Shan Wu, de l'Institut sud-africain d'affaires internationales, estime que la Chine cherche à interférer avec l'image véhiculée d'elle par les médias occidentaux. Elle veut autrement dit se réapproprier ses histoires, un élément déterminant pour décrocher des contrats en Afrique. „Les angles abordés dans les médias occidentaux concernent habituellement l'impact négatif de la Chine en Afrique, et de ses complicités avec les gouvernements corrompus”, écrit-il d'abord.

Puis il ajoute: „Les médias chinois se concentrent plutôt sur une narration, plus facile, des histoires positives, de l'amitié et de la sincérité, tout en évitant les zones d'ombre.”

Les journalistes kenyans, eux, ne voient pas de mal à l'arrivée de médias chinois, ni à leur ligne éditoriale. „Personne ne nous dicte les sujets, on ne nous demande pas non plus d'insister sur les angles positifs plutôt que négatifs”, glisse un correspondant kenyan de CCTV.

Pour Mary Harper, rédactrice en chef pour l'Afrique de la BBC World Service, les Chinois présenteraient même une vision du continent plus équilibrée que les Occidentaux, qui „insistent trop sur les guerres, les famines, la face sombre au détriment du développement économique par exemple”. Et pour couronner le tout, Pékin octroie aussi des bourses à des journalistes africains pour des formations en Chine.

Arnaud Bébian est journaliste indépendant.



Lomé, 12 février 2013.

# „Il faut tenter de sauver les acquis”

*Intimidations de journalistes, menaces, censure des médias... Au Togo, défendre le droit d'informer n'est pas une sinécure.*

Propos recueillis par Gilles Labarthe / DATAS

Que se passe-t-il au Togo, minuscule pays jadis surnommé „la Suisse de l'Afrique”? La situation globale de la liberté de la presse a évolué en mieux depuis la mort en 2005 du général Eyadéma, après 38 ans de régime autoritaire.

Avec la succession au pouvoir d'un de ses fils, le „technocrate” Faure Gnassingbé, le paysage médiatique s'est développé, comme dans les pays voisins: apparition de nombreux titres privés, essor d'Internet et des réseaux sociaux...

Malgré cette diversité apparente, les moyens de pression et instruments de contrôle sont aussi devenus plus retors, dénonce l'association SOS Journaliste en Danger. Les explications de l'un de ses responsables, Augustin Koffi Améga.

**EDITO+KLARTEXT:** Augustin Koffi Améga, quel est votre parcours? Augustin Koffi Améga: J'ai une quinzaine d'années d'expérience

dans le journalisme et autant dans l'engagement en faveur de la liberté de la presse. J'étais auparavant secrétaire général de l'Union des Journalistes indépendants du Togo (UJIT). Je suis aujourd'hui conseiller au sein du bureau exécutif de SOS Journaliste en Danger.

*Vous avez quitté l'UJIT pour une association plus combative.*

*Dans quel contexte a-t-elle été créée?*

SOS Journaliste en Danger a été fondée en 2010, au lendemain de la formation du gouvernement du Premier ministre Gilbert Houngbo (et après la „réélection” contestée de Faure Gnassingbé en mars 2010, ndlr). Il avait alors été décidé lors du premier conseil de ce gouvernement, selon des indiscrétions qui nous étaient parvenues, d'introduire de nouvelles mesures visant à museler la presse. Le chef de l'Etat a vite donné le ton, avec une kyrielle de plaintes contre certains journaux, pendant que d'autres étaient l'objet de harcèlements de la part du procureur de la République. La Radio X Solaire, dont une émission en langue nationale dérangeait le pouvoir, a été frappée d'une mesure illégale de fermeture de la part de l'Autorité de réglementation des postes et télécommunications. Face à l'attitude complaisante des organisations de presse, dont l'UJIT, nous avons décidé de mettre en place une nouvelle association.

*Les journalistes togolais ont encore manifesté en février et mars 2013 contre une nouvelle loi entravant la liberté d'information. De quoi s'agit-il?*

Il s'agit d'une nouvelle loi, qui érige la Haute Autorité de l'Audio-visuel et de la Communication (HAAC) en organe juridictionnel. Elle lui confère des pouvoirs de sanction que l'article 26 de la Constitution de la IV<sup>e</sup> République togolaise réservait jusque-là exclusivement à la justice. Ses pouvoirs s'étendent désormais, et vont du retrait de récépissé d'un journal, jusqu'au retrait d'autorisation d'un média audiovisuel. C'est une volonté de caporaliser la presse.

Mais cette approche qui vise à réguler par des moyens coercitifs le contenu des médias est révélatrice d'un déficit dans le diagnostic des maux qui minent la presse: on pointe les dérapages sur Internet, la dynamique induite par les réseaux sociaux. Le gouvernement ferait mieux de chercher à préserver les titres existants, plutôt que de pousser les citoyens vers de nouveaux médias qui ne sont astreints à aucune obligation de déontologie et ne sont souvent même pas animés par des professionnels.

*Les visiteurs étrangers sont souvent surpris par la liberté de ton, le côté satyrique voire les propos diffamatoires imprimés dans la presse ouest-africaine en général...*

A priori, le paysage médiatique togolais semble démocratique, avec une pluralité d'opinions et une diversité de titres. Mais il s'agit d'une liberté de façade. Pire: le gouvernement laisse faire des brebis galeuses, entretenues par certains milieux du pouvoir, afin de dénigrer l'ensemble de la profession. Les médias sont en partie responsables – certains acteurs n'ont pas de formation qualifiée. Les insuffisances sont surtout la conséquence d'un manque de volonté politique d'aider à la promotion de l'indépendance et de l'excellence dans le secteur. A cela s'ajoute l'instrumentalisation des organes de régulation, le manque de sens éthique et de responsabilité des associations représentatives des médias, un climat politique marqué par des injustices criardes et la violence d'Etat...

*Quelles sont les difficultés actuelles que vous rencontrez à Lomé?*

Le fait que les membres de la HAAC soient mandatés uniquement par des politiques. La vétusté du marché publicitaire. Le manque d'esprit d'entreprise chez les promoteurs des organes de presse. Faute de véritables entreprises de presse, il n'y a quasiment pas de rémunérations suffisantes pour les journalistes. Le journalisme survit comme dans les années nonante: en rupture avec son rôle traditionnel d'informer. Il est plutôt vu comme moyen d'engagement en faveur du changement politique, relevant du bénévolat. La presse est clochardisée, muselée... La solution passe avant tout par l'amélioration des conditions de travail.

*La corruption de journalistes et la distribution „d'enveloppes” est une pratique courante au Togo, entraînant la publication d'articles de connivence, de complaisance, ou au contraire attaquant violemment des personnalités politiques pour les discréditer...*

C'est malheureusement, là aussi, une des réalités de la presse togolaise. A croire que cela ne gêne ni la HAAC, ni l'Observatoire togolais des médias (OTM), où aucune initiative n'est prise pour juguler le mal. Mais cela devient de plus en plus un phénomène marginal, même si certains cercles du pouvoir n'en sont pas étrangers.

*On parle beaucoup de menaces que l'Agence nationale de renseignement-ANR fait planer sur les journalistes traitant de sujets „sensibles”...*

L'ANR est placée sous la responsabilité de la Présidence. Contrairement à ces prérogatives, elle fonctionne comme une police politique. Elle traque notamment les politiciens et des journalistes, mis sur écoute sans autorisation préalable du juge. Mais il y a eu

cette affaire de la tentative de falsification du rapport de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) sur la torture (en février 2012, le gouvernement rendait public une version édulcorée du rapport, évacuant les allégations de torture commise par l'ANR sur des détenus politiques; dans le même temps, Koffi Kounté, président de la CNDH, remettait aux journalistes togolais la version intégrale, avant de s'enfuir en France, ndlr). Depuis, l'ANR est sous les feux de la rampe, et donc fragilisée. Son directeur, le colonel Massina Yotroféi, réputé pour ses méthodes fortes, a été „envoyé en stage” à l'étranger. D'ailleurs, Faure Gnassingbé aurait répété plus d'une fois qu'il ne souhaitait plus entendre parler d'assassinat de journalistes au Togo. Si cela advenait, on pourrait en déduire que c'est avec son accord.

*Finies, les „disparitions” ou les éliminations de journalistes dont les enquêtes – notamment sur les réseaux actifs dans le trafic de drogue – dérangeaient le pouvoir en place?*

Cette réalité a beaucoup évolué avec l'attachement déclaré de Faure Gnassingbé pour la liberté de la presse. Restent les tentatives de museler les médias, par un moyen ou par un autre.

*Avez-vous des contacts réguliers avec d'autres organisations, en Europe, en Suisse?*

Les organisations internationales de défense de la liberté de presse ont baissé la garde après le „climat d'apaisement” au Togo, entre 2006 et 2010. Elles sont redevenues alertes: le Togo a reculé de 4 points dans le dernier classement de Reporter sans frontières-RSF. L'adoption de la dernière loi concernant la HAAC a été unanimement condamnée. Nous sommes toujours en contact et leur faisons régulièrement le point de l'évolution de la situation. Certaines sont embarrassées par la démission de l'UJIT, dans son rôle de défenseur de la liberté de la presse. Pour avoir été l'initiateur du programme de restructuration des organisations de presse – un programme appuyé par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), avec pour objectif un regroupement plus efficace des associations –, je vis cette évolution la mort dans l'âme. Mais fort heureusement, d'autres organisations ont pris le relais. Il faut adhérer, tenter de sauver les acquis, comme je le fais aujourd'hui au sein de SOS Journaliste en Danger, dont le président est Ferdinand Ayité.

*Comment assurer le relais en Suisse?*

Nous attendons d'abord des syndicats de journalistes suisses qu'ils relaient et amplifient notre lutte pour la défense de meilleures conditions de travail, garantissant un libre exercice de la profession de journaliste. Ensuite, qu'ils nous soutiennent dans des programmes de recyclage des journalistes et de renforcement de leadership dans la direction de nos organisations représentatives. Tout ceci pourrait se faire aussi en collaboration avec notre centre des médias, la „Maison de la Presse”.

**Gilles Labarthe** est journaliste, écrivain et formateur, cofondateur de l'agence de presse DATAS. Son dernier ouvrage, réalisé en collaboration avec ses collègues de DATAS, „Reportages de l'autre côté du monde”, vient de paraître aux Editions d'En Bas.

# Le coût de la résistance

*En Russie, le régime de Poutine accroît sa pression sur les défenseurs des droits humains. Entretien avec la journaliste Elena Milashina. Propos recueillis par Sandra Titi-Fontaine/InfoSud*

**L**a Russie s'enfoncé vers une autocratie qui réprime de plus en plus les défenseurs des droits humains. Avec le vote de lois limitant la liberté d'association, le gouvernement de Poutine met une pression juridique et financière insoutenable sur les ONG recevant des fonds étrangers. Journaliste d'investigation au quotidien indépendant „Novaya Gazetta”, Elena Milashina a pris la suite de sa mentor et ancienne collègue Ana Politkovskaya, assassinée en 2006. Rencontre lors de sa participation au débat sur les libertés en Russie dans le cadre du Festival et forum international sur les droits humains (FIFDH), qui a eu lieu début mars à Genève.

**EDITO+KLARTEXT:** *En quoi la récente loi encadrant les ONG russes restreint le travail des défenseurs des droits humains?*

**Elena Milashina:** Il s'agit plutôt d'un faisceau de plusieurs lois votées depuis l'été dernier par la Douma (le parlement russe) qui s'attaque clairement à nos libertés. Et ce, suite aux manifestations populaires de 2011 qui ont été humiliantes pour le régime. Le texte le plus litigieux oblige toutes les ONG qui reçoivent des financements d'un autre pays et ont des activités politiques, à se déclarer comme „agent de l'étranger”. De nombreuses ONG voient ainsi leur budget limité. Ce texte nous muselle aussi, médias indépendants, car il sanctionne la diffamation. Bien sûr, les contours de cette loi sont très flous. Nous n'avons pas encore d'exemple concret sur la manière dont elle sera appliquée. Même le ministère de la Justice, chargé de sa mise en œuvre, ne sait pas comment l'utiliser.

Photo Keystone



**Elena Milashina:** „Pour moi, l'espoir vient des réseaux sociaux comme Twitter.”

„Ce qui se passe là-bas arrive ensuite irrémédiablement chez nous.”

*Vous enquêtez surtout sur la Tchétchénie. Quelles sont les difficultés rencontrées par la société civile sur place?*

Nous avons maintenant affaire à un régime complètement totalitaire à Grozny. Sous les ordres du président pro-russe Ramzan Kadyrov, le gouvernement tchétchène contrôle la vie des citoyens dans les moindres détails. Kidnapping, tortures, meurtres... Depuis l'assassinat en 2009 de mon amie Natacha Estemirova et d'autres défenseurs des libertés ou de journalistes, la société civile a été complètement détruite: impossible de travailler là-bas ni de monitorer la situation. Plus personne n'ose enquêter de peur d'être tué. La limite la plus importante que je me fixe dans mes articles est de toujours préserver la sécurité de mes sources. C'est aussi la plus compliquée.

*Vous avez été sauvagement agressée en 2012 à Moscou. Ne craignez-vous pas d'être la prochaine sur la liste?*

Du moment que vous essayez de faire éclore la vérité, personne dans ce pays n'est en sécurité. Et je suis consciente de cela. Cependant je n'ai pas changé grand-chose à mon quotidien: je rentre toujours chez moi par mon chemin habituel, sans garde du corps ni rottweiler (chien de défense, ndlr). Le seul moyen de protéger des activistes ou des journalistes, comme moi, serait que le gouvernement enquête sur ces agressions et punisse les coupables. Mais d'ordinaire, les ennemis des journalistes sont tous des amis de Poutine. Dans le cas du meurtre de Natacha, les enquêteurs et moi-même savons très bien qui sont les vrais commanditaires. Les preuves accusant des terroristes tchétchènes ont été falsifiées, je l'ai prouvé dans plusieurs articles. Mais tant que Kadyrov sera président de la Tchétchénie et Poutine celui de la Russie, je doute que les vrais responsables soient inquiétés.

*Vous dites souvent que la Tchétchénie n'est qu'un avant-goût de ce que sera la Russie de demain.*

Ce qui se passe là-bas arrive ensuite irrémédiablement chez nous. A commencer par les violations massives des droits humains qui ont commencé en Tchétchénie avec la guerre, puis se sont répandues dans toute la Russie. Surtout la torture pratiquée à grande échelle, qui est maintenant devenue banale dans tous les commissariats russes, pratique „ordinaire” ramenée du front tchétchène par nos soldats et policiers.

*Existe-t-il un mouvement de journalistes indépendants en Russie?*

Non, je ne crois pas, du moment que notre organisation professionnelle – qui fédère pourtant des milliers de journalistes – n'est pas très active quand le gouvernement essaie de nous censurer. Pour moi, l'espoir vient plutôt des réseaux sociaux comme Twitter. Un nombre grandissant de Russes n'ont plus aucune confiance dans les médias officiels et cherchent les informations sur Internet ou dans certains médias indépendants. Je me rends compte que les gens me croient parce que je travaille au „Novaya Gazetta”.

**Sandra Titi-Fontaine** est journaliste à l'agence InfoSud.

## Le médiactivisme

Guerres, réchauffement climatique, faim, pollution chimique, corruption, clashes ethniques et religieux... Stop! Beaucoup de journalistes veulent contribuer à désamorcer les bombes qui menacent l'humanité. Mais comment?

**Information responsable.** On pourrait palabrer des années: est-ce possible, conforme à notre mission, compatible avec notre indépendance? Maints confrères ont pris les devants. Alors que nos conditions de travail et l'attrait de notre métier sont mis à mal, de nouvelles vocations surgissent. Dans le monde, plus de 200 ONG forment des dizaines de milliers de reporters et dialoguent avec d'autres acteurs pour fomenter une information responsable et efficace, à la hauteur de ces enjeux.

Leur mobile? Il nous reste peu d'années pour juguler les menaces écologiques et autres, et prendre des vraies décisions courageuses. Comment y parvenir sans un effort volontariste pour informer, débattre et faire comprendre l'urgence d'une civilisation moins prédatrice, moins suicidaire? Si les médias ne le font pas, qui d'autre?

**Voix locales.** Earth Journalism Network, en collaboration avec l'Université de Berkeley, renforce des réseaux de journalistes environnementaux dans des dizaines de pays, développant des méthodes innovantes de reportage. Internews, financée par Washington mais jurant son indépendance, promeut les „voix locales et le changement global”. Dans les cinq continents, elle développe avec des milliers de confrères des stratégies sur la gouvernance, les conflits, l'humanitaire, la santé, le rôle des nouveaux médias, les femmes, la jeunesse.

BBC Media Action, autre poids lourd, „transforme les vies autour du monde grâce aux médias”. En aidant la presse kenyane à enrayer les tensions ethniques lors des élections. Ou en influençant l'Union européenne pour inclure des plans médias dans l'aide aux pays pauvres. Elle lance aussi un vaste programme pour former 1200 journalistes à la périphérie de l'UE (Afrique du Nord, ex-URSS, Proche-Orient) avec la Fondation AFP, France Télévisions, L'Orient-Le Jour, etc. Parmi les objets: la liberté d'expression pour appuyer la démocratisation et le dialogue.

**Manque de soutien.** La Suisse, qui abrite l'essentiel des discussions globales, devrait être une terre d'accueil pour le médiactivisme. Or, à part Hirondelle qui sème à grand peine des radios de la paix en Afrique, les commandos de la plume manquent de soutien. D'ici peu, Media Action International Journalism Network se lancera à Genève, avec des ateliers pour journalistes syriens et afghans. Si Allah le veut.



**Daniel Wermus**, journaliste, fondateur d'InfoSud et de Media21.

# „Nous ne devons rien à personne

L'hebdomadaire uruguayen „Brecha” se bat pour survivre, le gouvernement (de gauche) tendant à privilégier la presse conservatrice.

Par Jacques Secretan, Montevideo



Photo Jacques Secretan

Le journaliste Salvador Neves dans son bureau, au siège de „Brecha”.

Huit ans après la prise de pouvoir du Frente Amplio (gauche) en Uruguay, suite à la victoire de Tabaré Vázquez à l'élection présidentielle de novembre 2004, l'hebdomadaire „Brecha” maintient une ligne indépendante critiquée par bon nombre de militants. Avec 5000 exemplaires vendus en kiosque et quelques centaines d'abonnés, le journal tient grâce au manque à gagner consenti par son personnel, rédacteurs inclus. Dans le même temps, l'absence de sponsor et l'importance limitée de la publicité apparaissent renforcer sa crédibilité et apparaissent comme des atouts.

„Mettre en cause l'espérance des gens se paie très cher!” synthétise en une phrase l'un des rédacteurs membres du conseil de direction, Salvador Neves. „En 2007, nous

avons commencé à noter une baisse substantielle, que nous avons attribuée pour une part à la concurrence d'Internet, et pour une autre à un non-alignement que de nombreux lecteurs nous ont reproché”, précise-t-il. Une investigation de „Brecha” a abouti à l'arrestation et à l'emprisonnement du directeur des casinos de la capitale, membre de la municipalité de Montevideo. Une autre à la mise en accusation de Gonzalo Fernández, qui fut conseiller du premier cabinet gouvernemental de gauche, pour les profits personnels qu'il réalisa en aidant des banquiers impliqués dans la crise monétaire de 2002.

**Critique.** En 2004, „Brecha” tirait à 10 000 exemplaires et pouvait tabler sur une base de lecteurs ayant apprécié, au fil des vingt années écoulées depuis la fin de la dictature militaire (1985), son positionnement critique face aux gouvernements de centre-droite qui se succédèrent en Uruguay, nourri par des signatures prestigieuses comme celles des écrivains Mario Benedetti et Eduardo Galeano.

Journaliste indépendant et collaborateur régulier du journal, Edison Lanza touche une centaine de dollars pour un sujet d'enquête d'une page publié dans „Brecha”. Ce décodeur du monde de l'information relève que très souvent, les politiciens et les militants en sont restés à l'idée que les journaux doivent refléter les positions partisans.

„Il est frappant de constater, toutefois, que la publicité officielle obéit au marché, favorisant les journaux de droite, la télévision et les médias électroniques”, observe-t-il. La part de la publicité dans la presse écrite n'a par ailleurs pas cessé de diminuer, passant de 16 pour cent en 2009 à 9 pour cent en 2012. Dans le même temps, elle a progressé de 52 à 56 pour cent à la télévision, et de 2 à 5 pour cent sur Internet.

Depuis l'an passé, une partie des lecteurs démissionnaires de „Brecha” ont manifestement revu leurs positions, les ventes en kiosque du journal ayant cessé de baisser. Or „Brecha” fait partie des titres, locaux aussi bien qu'étrangers, dont la distribution est dépendante du réseau des kiosques. Un réseau qui en Uruguay accapare 38 pour cent sur les ventes au numéro. A relever qu'un quotidien de gauche, „La Diaria”, tente depuis quatre ans une approche inédite axée sur une distribution à domicile, assurée par des coursiers à vélo, tôt le matin.

De ce fait, le journal est boycotté par les kiosques, mais contre toute attente il compte plus de 7000 abonnés. Actuellement, ce nouveau titre n'est devancé que par le quotidien du Parti National, „El País” (guère plus de 10 000 exemplaires en semaine, autour de 50 000 le dimanche). Du côté traditionaliste, le quotidien „Últimas Noticias”, lié à la secte Moon, a cessé de paraître en 2012, son tirage étant tombé à quelque 1500 exemplaires.

A noter que globalement, la situation économique s'est considérablement améliorée ces dernières années en Uruguay, avec un taux de chômage descendu à 6 pour cent. En moyenne, une dizaine d'émigrés rentrent chaque jour au pays, en provenance surtout d'Espagne et des Etats-Unis.

„Nous nous versons des salaires bas, mais nous n'avons pas de dettes et ne devons rien à personne. C'est une valeur en soi!” relève Salvador Neves. Dans son bureau du vieil immeuble qu'occupe son journal qui autrefois s'appelait „Marcha”, ce rédacteur de 46 ans est heureux de poser à côté de la première photo du Che Guevara qui fut prise à Cuba, par son prédécesseur Carlos-María Gutiérrez, quelque part dans la Sierra Maestra, en 1958.

Jacques Secretan est journaliste indépendant.

# „J'ai eu la chance de pouvoir vivre exclusivement des revenus du photo-journalisme”

Erling Mandelmann est-il un cas à part dans l'univers du photo-reportage? Par Christian Campiche

Un reporter-photographe peut-il vivre de son art? „Art n'est pas le mot, je suis un artisan”, coupe l'homme qui a traversé la deuxième moitié du vingtième siècle en immortalisant ses contemporains. Avant de reprendre le fil: „Mais c'est vrai que j'ai eu la chance de pouvoir travailler jusqu'à ma retraite grâce aux revenus du journalisme. Je n'ai jamais fait de la photo commerciale, par exemple.”

Pour définir Erling Mandelmann, on serait tenté d'ajouter une dimension – elle fait honneur à ses origines danoises –, celle de l'explorateur. C'est dû par une inextinguible curiosité que Mandelmann accomplit ses missions. Le goût de l'aventure le poursuit depuis l'adolescence, quand, armé d'un Rolleiflex, il arpente les rues de Copenhague. Il n'était encore qu'un apprenti de commerce dans une multinationale du pétrole. Son univers professionnel se cantonnait à l'informatique et aux charmes très peu frivoles de la carte perforée.

L'événement déterminant dans sa carrière est sa rencontre avec le photographe de mode Jorn Freddie dont il devient l'assistant. Cette expérience le poussera à entreprendre des études et à s'inscrire à l'école de photographie de Vevey. C'est là, dans l'établissement créé et dirigé par Gertrud Fehr, qu'un grand professionnel du reportage, le Valaisan Oswald Ruppen, le prend en charge.

Etudiant, Mandelmann se signale vite par un culot qui lui ouvre beaucoup de portes. En témoigne le récit de sa rencontre avec Rubinstein. Le grand pianiste jouait au Septembre musical de Montreux et logeait au Palace. „Je l'ai appelé directement dans sa chambre, il m'a donné tout de suite rendez-vous. J'étais intimidé, pensez donc, mais finalement j'ai réussi à le mettre à l'aise. Tel est le défi du photographe.” Le sens du contact en est un autre. „Cette qua-

lité est très importante en vue de créer un réseau susceptible de vous assurer des mandats.”

Sur les bancs de l'école, il avait rencontré celle qui deviendra sa conjointe et avec qui il s'installe à Lausanne. „J'habite encore dans cette ville, 48 ans après!” L'agence zurichoise Comet lui confie le soin de couvrir l'Expo nationale de 1964. „J'étais son photographe attiré, je disposais d'un bon salaire, d'une voiture, d'un équipement technique”. Après cela, nous nous sommes lancés avec ma femme en tant que journalistes indépendants. Nous allions à Londres photographier, entre autres, le manoir de Churchill, notre premier grand reportage. Nous travaillions pour le compte de grands magazines comme „Schöner Wohnen”. Une époque révolue. Aujourd'hui la plupart de ces publications ont disparu.”

Encore jeune, Erling Mandelmann perd son épouse qui meurt d'un cancer, âgée seulement de 40 ans. Le journaliste doit mener de front l'entretien et l'éducation de ses deux filles et son intense activité de reporter. „Etant étranger, j'avais peu de famille autour de moi mais j'ai bénéficié de l'aide d'un grand nombre d'amis. C'est ainsi que j'ai pu continuer à voyager, notamment pour le compte des guides Berlitz.”

**„Métier difficile”.** On l'aura compris, Erling Mandelmann n'est pas un photographe d'atelier. Son terrain d'action est la scène humaine dans ce qu'elle a de naturel et d'amical. Les lieux que balaie son objectif – que ce soit la cour d'une école ou le jardin d'un couvent – ne sont jamais figés. Les personnages qu'il saisit sur la pellicule semblent décontractés et ne se prennent pas au sérieux. Pourtant ils sont souvent célèbres. De Brassens à Henri Guillemin en passant par Chappaz, Chaplin, Freddy Buache et Albert Jeanneret, on ne compte pas la palette de ses „trophées”. Tous reposent désormais au

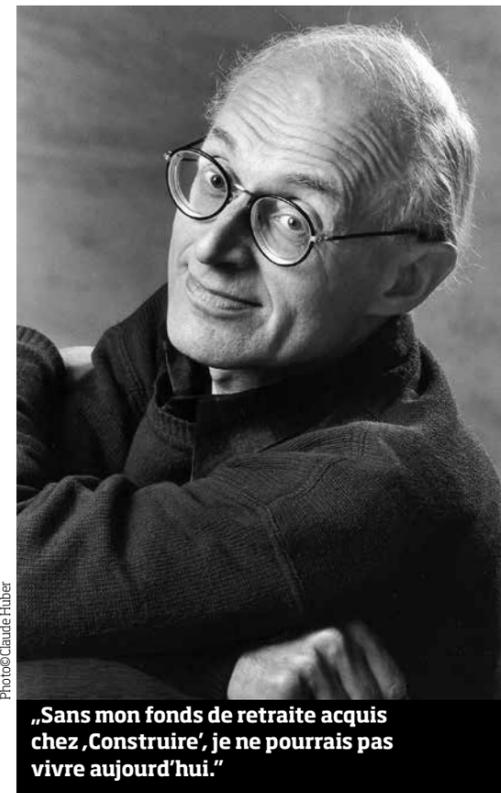


Photo © Claude Huber

„Sans mon fonds de retraite acquis chez „Construire”, je ne pourrais pas vivre aujourd'hui.”

Musée historique de Lausanne à qui Mandelmann a confié ses archives.

Dans le livre „Rencontres – Portraits de 35 ans de photo-journalisme”, paru en 2000 aux Editions Benteli, Erling Mandelmann leur rend hommage. Mais il tient à dissiper un autre malentendu: „Je ne suis pas un portraitiste. J'ai acquis cette réputation chez un ami, le mécène suédois Ahrenberg. Dans sa maison de Chexbres, il recevait le gotha du monde de la culture. Je n'avais qu'à saisir l'occasion quand elle se présentait. C'était fascinant d'avoir des relations cordiales avec ces personnes.”

Les conseils du maître aux jeunes générations de photo-reporters? „Je n'en ai pas”, répond modestement l'intéressé qui s'avoue désemparé face à l'évolution actuelle. „La photo reste un métier difficile, elle implique un engagement, il faut foncer. Sur le plan matériel, elle requiert un sens minimum de l'organisation afin de rechercher des revenus pour faire bouillir la marmite. Quand on a une famille à charge, le plaisir que l'on peut retirer de son activité passe après. Pendant 18 ans j'ai eu un fixe à 50 pour cent en travaillant pour l'hebdomadaire „Construire”, cela m'a permis de constituer un fonds de retraite sans lequel je ne pourrais pas vivre aujourd'hui.”



Jean-Christophe Nothias: „Nous travaillons avec une nouvelle génération de journalistes, des jeunes talents venus du monde entier.”

**A**ncien membre des rédactions d'„Actuel”, du „Monde” et de „Mediapart”, Jean-Christophe Nothias crée, en 2009, „Global” à Genève. A l'aube de sa quatrième année d'existence, ce magazine anglophone tient le coup et donne un emploi à sept journalistes salariés à plein temps à Genève.

**EDITO+KLARTEXT:** *Qui sont les lecteurs de votre magazine?*

**Jean-Christophe Nothias:** Comme tout média conçu récemment, nous avons un contenu diffusé sur différents canaux et qui rencontre différents publics. Ce contenu est essentiellement centré sur les effets de la globalisation, les grands enjeux internationaux et les modes de gouvernances de ces enjeux. Nous couvrons ce que tous les médias reconnaîtront tôt ou tard comme étant la rubrique „Global Politics”. Nos lecteurs sont aussi bien les responsables des organisations internationales, des grandes entreprises, les diplomates mais aussi le monde académique et les ONG à travers le monde. Ce dernier groupe fait clairement partie de nos points forts en termes de lectorat: ou que vous vous trouviez, si vous tapez „ONG” ou „NGO”, notre site Internet arrive dans la première page de résultats. De même, nous avons percé dans le monde académique avec des exclusivités telle que l'interview croisée entre Francis Fukuyama et Jürgen Habermas, ou les contributions de Mark Mazower, David Armitage, David Held, Thomas Biersteker, tous d'éminents professeurs de Harvard, Columbia, Durham, IHEID... Ils sont tous à la pointe de cette fameuse „Global Politics”.

*Quel est le modèle économique de „Global”?*

Une vingtaine d'actionnaires, notamment des anciens du „Monde”, du „Figaro” ou d'Edipresse ont injecté près de 250 000 francs en propre. A ce jour, nous avons réalisé environ 1,5 million de francs de chiffre d'affaires et nous allons sortir cette année des chiffres rouges. 55 pour cent des revenus sont liés à des événements organisés en marge de la sortie de nos magazines. Nous vivons également de la vente kiosque notamment aux Etats-Unis, de la vente en ligne, des abonnements et de la publicité. Le tirage de „Global” s'élève en moyenne à 12 000 exemplaires. Sur Internet, notre site affiche une moyenne 150 000 pages visitées par mois, en constante progression en termes de trust, page vue, visite et de durée de visite.

*J'ai cherché tout à l'heure „Global” dans un kiosque. Avec son papier glacé coloré, il se fond dans la masse des magazines. Pour tout dire, je ne l'ai pas trouvé sans l'aide du vendeur.*

Si la distribution sur les marchés américain, canadien ou anglais se montre proactive, il y a un gros problème avec Naville. Ce monopole romand semble ne plus croire aux médias. Naville a fait évoluer son offre et sa prestation en sucreries et chewing gum, mais ses efforts en matière de presse me paraissent aller à contresens. Je comprends que la presse gratuite où l'on vend le contenu aux annonceurs leur pose de sérieux problèmes mais la pluralité de la presse d'informations générales, dans un pays où la participation citoyenne est l'un des piliers de la vie politique et sociale, me

semble grandement en danger quand vous créez une logique de distribution qui élimine, point de vente par point de vente, tout ce qui n'est pas le top des ventes. On vous amènera bientôt uniquement le peuple féminin. C'est une stratégie qui tuera à terme de nombreux journaux ou magazines. Le reste des titres n'accèdera plus à terme que très partiellement au réseau. C'est un sérieux coup de canif dans le principe de neutralité de distribution de la presse. On se mord la queue. Promouvoir et soutenir la presse d'informations générales et politique, c'est essentiel à toute démocratie. Les barres chocolatées, c'est une autre histoire. Alors si les pros de la distribution dorment au fond de leur hangar après avoir rempli leurs bannettes de distribution, en attendant que la presse meure, les journalistes peuvent dire adieu à leur carte de presse. Et aller travailler chez Google qui siphonne la quasi-totalité des revenus publicitaires online, tous pays confondus. Ou chez les tenants de la grande distribution qui font des magazines promotionnels gratuits. Mais est-ce de la presse?

*En janvier dernier, une nouvelle pousse a fait son apparition, une petite sœur nommée „Global Geneva”. Dans le premier éditorial, vous lui assignez la mission de devenir „l'un des porte-voix” d'une „Ecole de Genève” en matière de gouvernance...*

Cela peut sembler très ambitieux, en effet, mais il y a une spécificité genevoise qui mérite d'être couverte en français et en anglais.

La presse locale romande ignore de facto près de la moitié de la population qui fait du grand Genève ce qu'il est. Parce qu'elle est anglophone. Il ne s'agit surtout pas de faire de la news romande en anglais à la façon du défunt Swisster ou de la convalescente WRS, mais de couvrir cette information qui touche à des enjeux mondiaux dont beaucoup sont traités. Nous commençons à avoir assez de bouteille pour saisir certains enjeux dans lesquels „Global” apporte de la valeur ajoutée. On voit parfaitement depuis Genève pour quelles raisons les Etats-Unis veulent désactiver le système multilatéral, à quel point leur relation avec la Chine s'est tendue. On voit les débats autour d'Internet prendre une dimension de plus en plus politique. Mais on voit aussi, dans la compétition pour la nomination du successeur de Pascal Lamy à l'OMC, que les pays du Sud se battent pour y prendre le leadership. Le grand Genève est le théâtre de véritables affrontements internationaux, du coup cela génère une nouvelle culture, des expertises, des réflexions sur le long terme. J'aime bien cette idée de „Global Think Tank City”. Y compris dans notre propre entreprise, nous travaillons avec une nouvelle génération de journalistes, des jeunes talents venus du monde entier. Les médias ne sont pas voués à l'échec comme on l'entend trop souvent. Je crois à un journalisme de qualité qu'il faut soutenir.

Interview réalisée à Genève le 12 mars 2013.

Publicité

Pour les membres d'impressum et SSM:

# Rabais de 0,30% sur les hypothèques\*



Et pas de frais de tenue de compte pour le compte privé en cas d'utilisation de l'E-Set. Last but not least, d'autres conditions préférentielles vous attendent à l'adresse [www.banquecoop.ch/impressum](http://www.banquecoop.ch/impressum) et [www.banquecoop.ch/ssm](http://www.banquecoop.ch/ssm).

fair banking  
**banque coop**

\* Rabais de base de 0,20% sur les taux indicatifs Banque Coop consenti pour les modèles hypothécaires «Hypothèque à taux fixe» et «Hypothèque à taux variable». Un rabais supplémentaire de 0,10% sur les taux indicatifs Banque Coop est consenti en cas de transfert de valeurs patrimoniales de CHF 50 000 à la Banque Coop. Ces rabais sont valables dans le cadre d'un logement habité par le propriétaire.

# „Les médias ne sont pas voués à l'échec”

*Le rédacteur en chef de „Global” livre les clés de son modèle économique.*

Propos recueillis par Christian Campiche

# Le décès d'un éditeur atypique

*La diversité de la presse en Suisse romande doit beaucoup à Alain Fabarez, remuant franc-tireur de l'édition de journaux.* Par Christian Campiche

**T**errassé par une crise cardiaque le 13 février dernier à l'âge de 68 ans, l'ancien patron de „L'Agefi” Alain Fabarez méritait mieux que quelques lignes d'agence annonçant son décès. Seul „L'Hebdo” a consacré, sous la plume d'Yves Genier, un article digne de ce nom à ce remuant franc-tireur de l'édition de journaux.

La vie active d'Alain Fabarez ne remonte pourtant pas à Mathusalem. En Suisse elle commence au début des années huitante. Fils d'un maroquinier, Fabarez, jeune cadre du groupe „Agefi France”, débarque de Paris pour remettre de l'ordre dans la filiale lausannoise. Celle-ci détient une participation, „L'Agefi Suisse”, un quotidien financier créé en 1950 par Jean Husard, journaliste français, soit dit en passant, qui aura tout le loisir de mesurer à ses dépens l'ingratitude humaine: il mourra oublié par ses confrères dans la pauvreté la plus complète, largement nonagénaire.

**Prédateur.** En 1987, „L'Expansion”, maison d'édition française aux mains de Jean-Louis Servan-Schreiber, reprend „L'Agefi Suisse”. Alain Fabarez gagne d'emblée la confiance du nouveau propriétaire non sans s'être déjà forgé une solide réputation de prédateur d'informations grâce à des méthodes qui s'écartent de l'orthodoxie journalistique traditionnelle. Fabarez est avant tout un homme d'affaires. Son bagout l'aide à nouer des contacts à tous les niveaux, réseaux qu'il utilise pour alimenter les colonnes de son journal. Son goût du jeu le porte à spéculer en bourse, parfois aux limites de la déontologie du journalisme économique, une profession qui s'impose des règles strictes, prohibant l'utilisation d'informations d'initiés. Dans l'une ou l'autre affaire mettant en scène le raider

Tettamanti, par exemple, Fabarez semble tirer les marrons médiatiques du feu. Il s'en sort indemne, légalement parlant, mais son image en pâtira. Elle s'apparentera davantage à celle d'un forban de la presse que d'un gentleman.

Journaliste, Fabarez le deviendra aussi, par la force des choses. En 1993, le groupe Servan-Schreiber est aux abois. L'occasion faisant le larron, Fabarez prend le contrôle de „L'Agefi” avec un capital de 1,965 million de francs, emprunté à la Banque cantonale vaudoise. Commence alors une période d'équilibrisme, qui voit le nouvel éditeur devoir jongler avec les résultats, tout en rendant le quotidien le plus attractif possible. Le fonds de commerce du journal est son exhaustivité en matière financière, la dépêche saupoudrée de commentaires et de scoops. Un ton qui tranche avec la pensée unique diffusée par le monopole Edipresse. Une formule unique en Suisse romande. Pour y arriver, Fabarez se lance dans une politique d'acquisition de plumes comptant parmi les plus prestigieuses du journalisme économique romand. Lui-même ne dédaigne pas mettre la main à la pâte, aidé au niveau grammatical et du style par sa secrétaire, une fervente des dictées de Pivot.

**Rubis sur l'ongle.** Salarié de „L'Agefi” de 1995 à 1996, le soussigné peut en témoigner: contrairement à certains pieds nicelés des médias, Fabarez mettait un point d'honneur à honorer ses factures, il payait ses journalistes rubis sur l'ongle. L'envers de la médaille était que „L'Agefi” ressemblait au royaume des bouts de chandelle. Le quotidien comptait probablement 3000 à 4000 abonnés à tout casser mais en affichait plus du double officiellement. Le prix de l'abonnement, trois fois supérieur à celui d'un quotidien du cru, s'apparentait à

celui d'une lettre confidentielle, sans parvenir à assurer des revenus suffisants pour sortir la rédaction d'un rythme effréné privilégiant la quantité au détriment de la qualité. Pressés comme des citrons, les journalistes ne se signalaient pas par une fidélité à toute épreuve. Principal concurrent de „L'Agefi”, le „Journal de Genève et Gazette de Lausanne” l'avait bien compris, qui étoffait sa rubrique économique en recrutant allègrement dans les effectifs du titre lausannois au grand dam de Fabarez.

En 1995, le patron de „L'Agefi” croit trouver le graal quand Edipresse l'approche avec une proposition de reprise en bonne et due forme. Mais l'opération ne résiste pas à l'examen des comptes et s'achève dans les orties. La déception est grande pour le petit éditeur qui se retrouve avec la corde autour du cou. Inespéré, le salut viendra en 1998 avec la mort brutale de l'honni „Journal de Genève et Gazette de Lausanne”, trahi par les banquiers genevois. En effet, ce n'est pas le „Temps” qui récupère la publicité mais „L'Agefi”. La manne est de nature à assurer en douceur la transition majeure et géniale mijotée par Fabarez: l'entrée en bourse de „L'Agefi”. On est en 1999. Du jour au lendemain, Fabarez accède au statut de



Photo Keystone

**Alain Fabarez. La „bonne société” lausannoise le snobera jusqu'au bout, pourtant il donnera un emploi à de nombreux journalistes.**

multimillionnaire. A 55 ans, ce joueur, grand amateur de cigares et de bonne chère, peut enfin se dire qu'il a atteint son but.

**Snobé.** L'homme ne conquiert pas pour autant un statut dans la „bonne société” lausannoise qui le snobera jusqu'à la fin. Injuste traitement d'une personnalité qui contribua assurément à la diversité de la presse en Suisse romande et donnera un emploi à de nombreux journalistes.

Sa fin de carrière est attristée par un mauvais choix. Dès 2004, Fabarez croit utile de diversifier le groupe en investissant dans les cliniques Genolier aux côtés d'un spécialiste de l'immobilier, Antoine Hubert. Le partenariat s'achèvera devant les tribunaux, Fabarez finissant par céder à son associé le contrôle du groupe Genolier – et „L'Agefi” dans le paquet. Dépit, il se retire des affaires, décevant ceux qui escomptaient jusqu'au bout son retour sur la scène médiatique à l'heure où les journaux, privés de publicité, se meurent. Isolé dans sa tour d'ivoire, distillant des anecdotes croustillantes sur le petit monde des éditeurs au compte-gouttes à ceux qui lui en faisaient la demande, Fabarez ne regardera plus que de haut ce monde de la presse romande qu'il avait contribué à façonner à la manière d'un outsider formidablement atypique.

## Avec ou sans lunettes noires?

Lire un numéro d'EDITO+KLARTEXT entraîne inmanquablement une réflexion en deux mouvements. A la faveur du premier, on comprend les atteintes portées à la fonction journalistique dans le paysage helvétique autant qu'international. Puis à la faveur du second, on saisit que ces atteintes sont imputables à deux espèces d'auteurs infiniment plus proches qu'on aimerait l'imaginer.

D'une part, c'est l'espèce des dictateurs et des autocrates classiques qu'on se représente en uniforme et lunettes noires, je veux dire à la façon sud-américaine, post-soviétique ou coréenne du Nord. Et d'autre part, mais de manière beaucoup plus inattendue, c'est l'espèce des entrepreneurs en version néolibérale, ceux qu'on se représente en costume-cravate tels qu'on les arbore sous nos latitudes, et qui nous sont a priori plus familiers.

**Société du spectacle.** Dans le premier cas, rien de surprenant. Nous sommes ici dans l'univers des clichés tragiquement vérifiés, en présence de régimes politiques ou militaires pour lesquels toute révélation objective des faits, toute analyse critique et toute mise en relation des causes et des effets sont perçus comme des dangers insignes.

Mais dans le second cas, la situation paraît plus paradoxale et par conséquent plus déstabilisante. Nous sommes en effet cette fois-ci dans un contexte démocratique proclamé comme tel, et qui l'est largement en pratique, supposant en principe l'expression publique de la parole et sa circulation la plus fluide.

Or la société du spectacle et la sphère marchande (qu'on veuille bien pardonner mon recours à ce lexique en provenance encore éclairante des situationnistes à la Guy Debord), ont passé par là.

Affamées de spectacle, nos populations ont ainsi progressivement préféré la jouissance induite par ce dernier à la recherche parfois décevante de la vérité – ou plus précisément, puisqu'elle n'existe pas, de la réalité multiforme.

**Marchandise.** Et dans le même temps, sous l'empire croissant de la marchandise, elles ont transformé leur perception des êtres et de leur travail. Ceux-là sont devenus des agents de production, ou des unités de consommation, quand celui-ci s'est réduit à satisfaire des catégories de prestations religieusement déduites des sondages d'opinion menés sans relâche auprès du public.

Et c'est ainsi, Madame la marquise, que le statut des journalistes au sein du monde dit libre s'est insensiblement rapproché du statut caractéristique des journalistes au sein du monde dit non libre, produisant une situation générale dont ce journal s'érige en miroir constant. Un processus que l'un des plus fins observateurs de notre époque, le linguiste américain Noam Chomsky, nomme joliment le „lavage des cerveaux en liberté”.



**Christophe Gallaz** est journaliste, essayiste et écrivain.



WORLD PRESS PHOTO

13

KEYSTONE présente

# World Press Photo 13

Exposition | 3 – 26 mai 2013

Folium – Alte Sihlpapierfabrik, Sihlcity Zurich

Lu – Di 11h 00 – 19h 00 | Ve 11h 00 – 21h 00

Heures d'ouverture sous réserve de modifications

Informations sur [www.keystone.ch](http://www.keystone.ch)

World Press Photo of the Year 2012 | Paul Hansen, Suède, Dagens Nyheter  
Funérailles des frères Suhaib et Muhammad Hijazi, tués par un missile israélien, Gaza City, 20.11.2012.

Organisateur

**KEYSTONE**

Sponsors



**Canon**

BAUMANN & CIE  
BANQUIERS

**FOLIUM**

Partenaires médias

NZZamSonntag

persönlich